



# **Rapport de l'Agent Comptable sur les comptes Exercice 2015**



# SOMMAIRE

<b>Présentation des comptes de la Branche .....</b>	<b>5</b>
<b>Synthèse de l'exercice .....</b>	<b>7</b>
Le compte de résultat.....	7
Le bilan .....	15
<b>Fiches détaillées.....</b>	<b>19</b>
1 -Les faits marquants de l'exercice .....	19
2 - Les prestations légales.....	23
3 - Les prestations d'action sociale .....	35
4 - Les produits de gestion technique .....	41
5 - La trésorerie .....	49
6 - Les capitaux propres .....	53
7 - Les effectifs.....	55
<b>Présentation des comptes de l'établissement public.....</b>	<b>57</b>
1 - Présentation de l'organisme .....	59
2 - La gestion administrative.....	61
3 - La formation du résultat de la Cnaf.....	69
4 - Les effectifs.....	71



# **PRESENTATION DES COMPTES DE LA BRANCHE**



# I- Synthèse de l'exercice

## I – Le compte de résultat

Le compte de résultat enregistre les charges et produits de l'exercice.

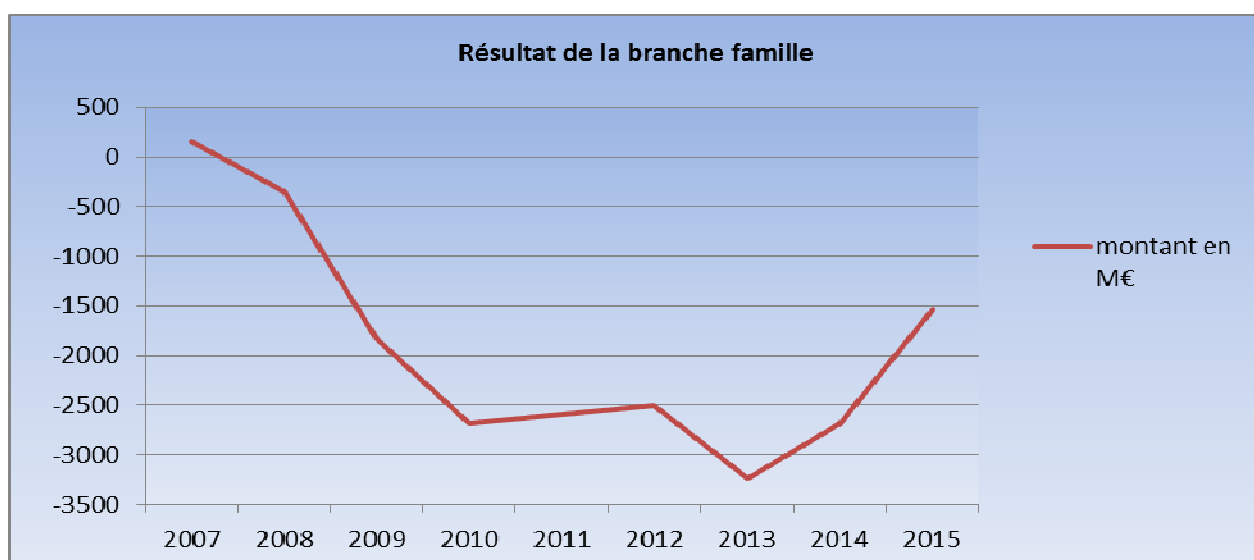
Le résultat de la Branche pour l'exercice 2015, toutes gestions et tous régimes confondus, s'établit à – 1 528 M€. Ce déficit se réduit de 1 159 M€ par rapport à celui de 2014 sous l'effet d'une diminution des charges plus accrue que les produits.

Les dépenses de prestations sociales ont légèrement diminuées de - 0,6 % après une progression de + 2 % en 2014. De leur côté, les transferts versés par la branche Famille ont fortement décriés (- 30,4 % après + 1,3 % en 2014) et cela porte essentiellement sur les transferts au titre de l'Apl dont le budget a été entièrement transféré à l'Etat en 2015.

Dans le même temps, les produits de la Branche ont connu une baisse moins soutenue que les charges de l'exercice 2015 (- 6,3 %). La diminution des cotisations sociales (-7,1 %) conjuguée avec la baisse des impôts et taxes affectés (-14,9 %) sont les principaux contributeurs de cette évolution.

2011	2012	2013	2014	2015
-2 590,69	-2 503,17	-3 232,72	-2 687,16	-1 528,30

(en millions d'euros)



### 1.1 Les charges

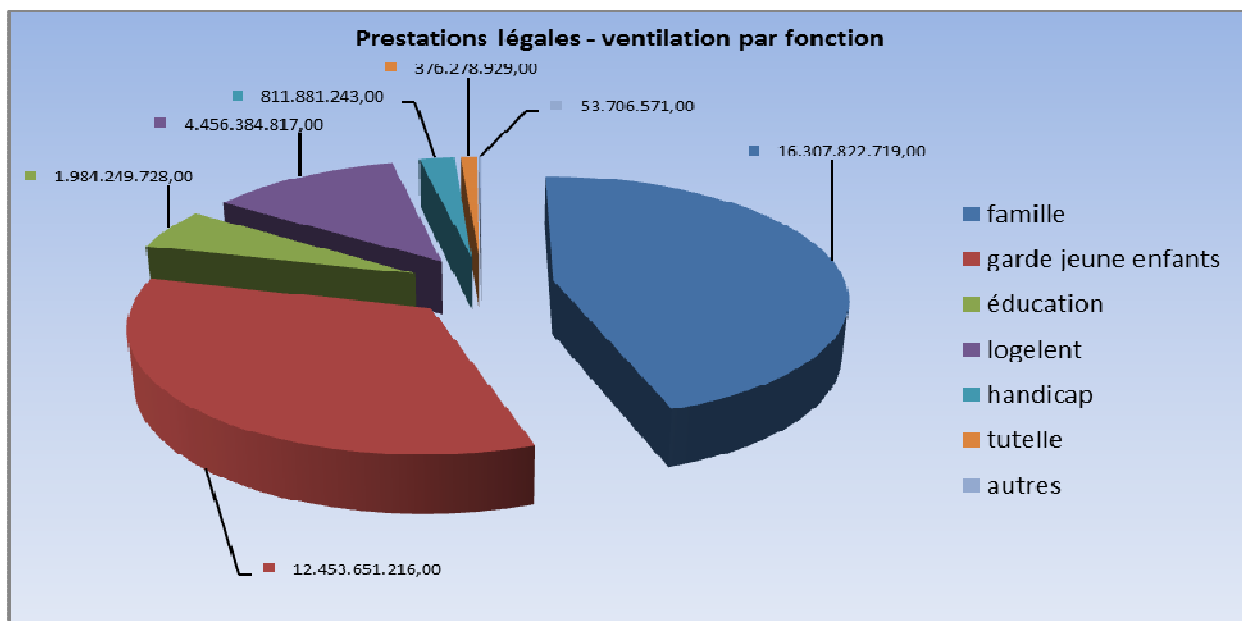
#### 1.1.1 Les charges de gestion technique

Les charges de gestion technique, qui constituent 94,8 % des charges de la Branche, diminuent de 4 795 M€, soit un recul de 8,3 %.

Elles comprennent :

- les prestations légales (69,2 % du total des charges techniques)
- l'action sociale (9,4 %)
- les transferts et subventions versés à divers organismes et régimes (Avpf, congé de paternité, Fsv, ...) pour 19,3 %
- les diverses charges techniques (1,1 %)
- les dotations aux provisions (0,9 %)

## a) Les prestations légales



Les prestations légales diminuent de - 562 M€, soit -1,5 %.

Cette évolution repose principalement sur :

- Les allocations en faveur de la famille :
  - l'allocation familiale se caractérise en 2015 par une diminution de 2,3 % (- 294 M€), principalement sous l'effet de la mise en place de la modulation des allocations familiales en fonction des ressources (effet de - 2,9%) compensé par une progression de 0,6% en volume.
  - Sur la même période, les dépenses annuelles de complément familial ont quant à elles progressées de + 7,1 % (+ 126 M€). La hausse du montant unitaire moyen versé, tiré par l'instauration du complément familial majoré contribue à hauteur de près de 5 points de croissance à cette évolution. Le reste de la croissance est lié à une augmentation du nombre d'allocataires de la prestation.
  - Le dynamisme des dépenses d'allocation de soutien familial (+ 6,2 soit + 86,1 M€ entre 2014 et 2015) est expliqué principalement par la revalorisation exceptionnelle de la prestation au 1er avril de + 5 %. Le reste de la croissance est attribuable à l'augmentation du volume de 1%.
- Les dépenses d'allocation de base pour l'accueil des jeunes enfants (Paje) diminuent de 4,3 % (- 185 M€), sous l'effet de la poursuite des mesures de 2014. En effet, les plafonds de ressources pour percevoir l'allocation de base font l'objet de deux réformes : d'une part la diminution de l'avantage accordé en cas de double activité et d'autre part le lissage de la progression du plafond quel que soit le rang de l'enfant (- 49 M€ pour le régime général uniquement). Par ailleurs, une autre réforme du Plfss 2014 vise à moduler le montant l'allocation de base en fonction du niveau de ressources des familles. Enfin, à compter du 1er avril 2014, la réforme prévoit une dérogation au mécanisme de revalorisation de l'allocation de base afin de « geler » son montant jusqu'à ce qu'il soit identique à celui du complément familial. Sur le champ du régime général, en 2015, l'économie générée par le gel de l'allocation de base est estimée à 24 M€.



- Pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1er janvier 2015, la Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PREPARE) remplace le complément de libre choix d'activité (Clca). La décroissance des dépenses de Clca et de Prepare de - 8,9 % (- 175 M€) résulte principalement d'une baisse du recours à la prestation. La variation du nombre d'allocataires contribue à hauteur de - 6,1 points de croissance à la variation des dépenses de Clca-Prepare. La diminution des naissances observée en 2015 pourrait dans une certaine mesure expliquer cette baisse. A cet effet s'ajoute la baisse du montant moyen versé de -2,4%.

#### **b) Les prestations d'action sociale**

Les prestations d'action sociale, connaissent en 2015 une augmentation de + 7 % (+ 325 M€).

Les prestations de service demeurent dynamiques avec une progression de + 7,5 % (+ 296 M€), notamment les prestations de service ordinaires de + 7 % (+ 190 M€), celles affectées aux Cej partie enfance de + 5,8 % (+ 36 M€) et celles affectées aux Cej partie jeunesse de + 2,3 % (+ 11 M€), et un doublement de l'aide spécifique Alsh qui atteint 97 M€ (accent donné sur les rythmes éducatifs).

Les aides individuelles se caractérisent par une progression de +12,6 % en 2015 (+ 43 M€) contre une diminution de - 3,4 M€ en 2014.

#### **c) Les transferts financiers versés**

Ces transferts versés au profit de tiers ou d'entités institutionnels diminuent fortement de - 30,4 % (- 4 430 M€) et ne constituent désormais que 19,3 % des charges techniques de la Branche en 2015 contre 25,4 % en 2014.

Cette évolution résulte principalement du transfert en 2015 au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Apl ce qui se traduit par une baisse de - 4 626 M€ des dépenses supportées par la branche.

#### **d) Les diverses charges techniques**

Deux catégories constituent l'essentiel de ces charges (d'un total de 586 M€, en diminution de - 16,8 % par rapport à 2014) :

- les admissions en non valeur et les remises sur créances
- les diverses contributions versées

Les Anv, remises et annulations sur créances irrécouvrables relatives aux produits affectés à la Branche (cotisations, impôts et taxes affectées), calculées et notifiées par l'Acos, constituent 68,3 % du total de ces charges et sont en diminution de 12 % en 2015 : elles sont directement notifiées par l'Acos.

Les pertes (Anv, remises...) sur indus de prestations du Fnpf représentent 22,9 % de ces charges, en augmentation (+ 1,8 %) par rapport à 2014.

Diverses contributions et subventions (dont la subvention d'équilibre versée à Mayotte) en forment le solde.

## e) Les dotations aux provisions

Ces dotations diminuent de - 11 M€ (- 2,3 %).

Les provisions pour rappels de prestations sociales sont dotées de 354 M€ en 2015 (contre 378 M€ en 2014) dont :

- 39 M€ pour les rappels de prestations légales
- 315 M€ pour les subventions d'action sociale.

Les provisions pour dépréciation des actifs circulants sont dotées en 2015 à hauteur de 129 M€ contre 116 M€ en 2014. Il s'agit principalement des provisions pour dépréciation des créances sur cotisations Acoff et pour le solde du provisionnement des créances d'Asfr.

## f) Les charges financières

Les charges financières sont négatives de - 1,9 M€ et résultent principalement des intérêts débiteurs négatifs reçus de l'Acoff pour 3,1 M€ (taux de rémunération appliqué en 2015 : -0.0612%).

### *1.1.2 Les charges de gestion courante*

---

En 2015 les charges de gestion courante augmentent légèrement (+ 12 M€, soit + 0,4 %).

Il est à noter que les charges de personnel (salaires, charges sociales et impôts sur salaires) qui représentent la plus grande part des dépenses de gestion courante (66,8 % en 2015), se caractérisent par une augmentation de 0,9 % (+ 16 M€).

Ce poste des charges de gestion courante comprend en outre les charges de fonctionnement (entretien, chauffage,...) des Caf et de la Cnaf, des œuvres en gestion directe des organismes et les dotations aux amortissements et provisions de gestion administrative de ces divers organismes.

### *1.1.3 Les charges exceptionnelles*

---

En 2015, les charges exceptionnelles s'élèvent à 10 M€ et correspondent principalement à la valeur nette comptable des sorties d'immobilisations pour 5,2 M€ et à la dotation aux amortissements et provisions exceptionnelles pour 1,5 M€.

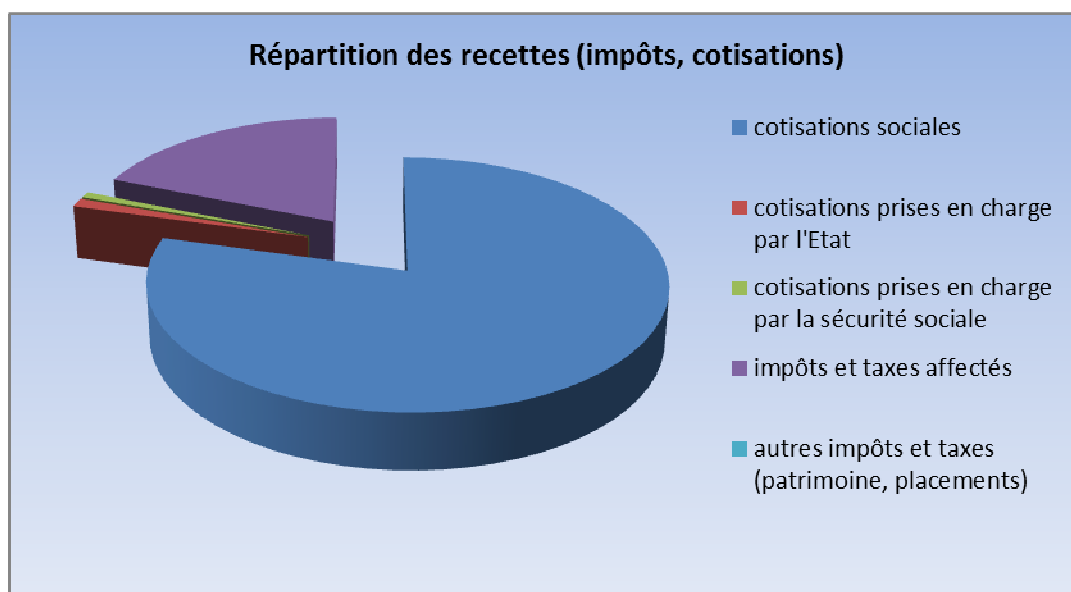
## 1.2 Les produits

### 1.2.1 Les produits de gestion technique

Les produits, cotisations sociales, impôts et produits affectés à la branche Famille, constituent 99 % du total des produits.

Ils diminuent de 3 652 M€ en 2015 (soit - 6,4 %).

Toutefois, des évolutions diverses, évoquées ci-après, affectent les différentes catégories de produits.



#### a) Les cotisations sociales

Les cotisations sociales (prélevées sur les salaires et sur les revenus des travailleurs indépendants) constituent 61,9 % du total des produits de gestion technique, contre 62,3 % en 2014.

Elles diminuent de - 7,1 % en 2015 contre - 0,4 % en 2014.

Cette évolution résulte de la mise en place du pacte de responsabilité qui prévoit une baisse du taux des cotisations d'allocations familiales de 1,8 points pour les rémunérations comprises entre 1 et 1,6 Smic, un allègement des cotisations familles des travailleurs indépendants et, à l'inverse, une modification de la clé de répartition des allègements généraux. Cette perte de produits est compensée par le transfert au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Apl, s'élevant à 4 626 M€.

#### *Les cotisations prises en charge par l'Etat*

Elles ne représentent que 0,9 % des cotisations, impôts et produits affectés, soit la même proportion qu'en 2014. Il s'agit des produits versés par l'Etat au titre de la compensation d'exonérations de cotisations patronales.

### *Les cotisations prises en charge par la Sécurité sociale*

La Cnamts prend notamment en charge les cotisations d'allocations familiales des médecins conventionnés de secteur 1 et en verse le montant au bénéfice de la Cnaf (319 M€ en 2015).

#### **b) Csg**

Après avoir connu une forte progression en 2014 (+10,8 %) la part de la Csg dans les produits de la Branche reste relativement stable à 20,8 % en 2015 contre 19 % en 2014.

<b>CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE</b>	<b>2015</b>	<b>STRUCTURE 2015</b>	<b>2014</b>	<b>Evolution 2014 à 2015</b>
Sur les revenus d'activité et de remplacement - CSG	<b>10 016 525 662</b>	<b>90,04%</b>	<b>9 773 757 196</b>	2,48%
Sur les revenus d'activité - CSG	7 705 187 738	76,92%	7 569 659 996	1,79%
Sur les revenus de remplacement - CSG	2 311 337 924	23,08%	2 204 097 200	4,87%
Sur les revenus du patrimoine et des placements - CSG	<b>1 032 207 684</b>	<b>9,28%</b>	<b>1 017 883 718</b>	1,41%
Sur les revenus du patrimoine - CSG	485 826 852	47,07%	468 860 498	3,62%
Sur les revenus des placements - CSG	546 380 832	52,93%	549 023 220	-0,48%
Sur les jeux - CSG	<b>53 094 562</b>	<b>0,48%</b>	<b>51 843 441</b>	2,41%
Sur les revenus du capital	<b>22 347 581</b>	<b>0,20%</b>	<b>25 886 920</b>	-13,67%
Majorations - CSG non déductible	20 587 220	92,12%	24 955 252	-17,50%
Pénalités - CSG non déductible	1 760 361	7,88%	931 669	88,95%
<b>TOTAL</b>	<b>11 124 175 488</b>	<b>100,00%</b>	<b>10 869 371 276</b>	<b>2,34%</b>

#### **c) Les impôts et taxes affectés**

Le produit des impôts et taxes affectés accuse une baisse de 14,9 % soit – 1 378 M€, ce qui fixe cette source de financement à 14,7 % de l'ensemble des produits de la Branche, contre 16,3 % en 2014. Cette baisse est principalement due à une fraction beaucoup moins importante de la taxe sur les salaires (18% au lieu de 27,5%).

#### **d) Les produits techniques – Transferts reçus**

Dans cette rubrique figurent les remboursements obtenus de la Cnsa, des remboursements de prestations versées dans les Dom (Cnracl, Espoeie) et la prise en charge par l'Etat des pertes sur créances d'Aah et Api.

## e) Les divers produits techniques

Il s'agit essentiellement des produits résultant du paiement de frais de gestion par les débiteurs de pension alimentaire en lien avec le versement de l'allocation de soutien familial.

## f) Les reprises sur provisions

Les reprises sur provisions pour charges techniques augmentent en 2015 (+ 21 M€ soit + 2,4 %).

Les reprises sur provisions (pour rappels et indus de prestations, et sur créances de cotisations) constituent le solde des produits techniques.

REPRISES SUR PROVISIONS	2015		2014	
	Montant	Evolution 2014 à 2015	Montant	Evolution 2013 à 2014
Reprises sur provisions pour charges techniques	364 350 099	-5,92%	387 259 155	14,95%
Reprises sur dépréciations des actifs circulants	186 228 006	31,20%	141 945 279	-21,13%
<b>TOTAL</b>	<b>550 578 105</b>	<b>4,04%</b>	<b>529 204 434</b>	<b>2,38%</b>

### 1.2.2 Les produits de gestion courante

D'un montant de 503 M€, ces produits augmentent de 4,9 %.

Cette évolution résulte principalement :

- de la production immobilisée qui progresse de +11 M€, essentiellement imputable à la mobilisation de la Dsi dès 2015 pour préparer le déploiement début 2016 de la prime d'activité, et notamment de la production de logiciels créés à hauteur de 8 M€ ;
- de la hausse des frais de gestion versés par les tiers, en particulier l'Etat, en rémunération de la gestion :
  - des aides au logement pour un montant de 264 M€ en 2015 contre 258 M€ en 2014 ;
  - du Rsa pour un montant de 43 M€ en 2015 contre 42 M€ en 2014 ;
  - de l'Asf pour un montant de 8 M€ en 2015 contre 6 M€ en 2014.

### 1.2.3 Les produits financiers

Les produits financiers enregistrent une augmentation par rapport à 2014 de 18 %. Ces produits correspondent notamment à la différence entre les intérêts facturés à l'Acoss et les intérêts débiteurs et créditeurs qu'elle refacture.

#### *1.2.4 Les produits exceptionnels*

---

Les produits exceptionnels s'élèvent à 23 M€. Ils résultent principalement des cessions d'immobilisations corporelles (4 M€) et de produits nés du recouvrement de créances réputées irrécouvrables (admises en non-valeur) pour un montant de 13 M€.

Financièrement, ce bilan traduit, au 31 décembre de l'année, l'ensemble des ressources dont dispose l'organisme ainsi que l'emploi qui en est fait. Juridiquement, il constitue un état qui retrace le patrimoine de la Branche ainsi que ses dettes.

### **2.1 L'actif**

---

#### *2.1.1 L'actif immobilisé*

---

Le total des immobilisations incorporelles (logiciels), corporelles (constructions et matériels) et financières (prêts accordés) est en très légère baisse en valeur nette en 2015 par rapport à 2014, soit - 4 M€.

#### *2.1.2 L'actif circulant*

---

Ce poste constitue 90,6 % de l'actif, avec 12 776 M€. Il augmente de 739 M€ en 2015 (+ 6,1 %).

##### **a) Les fournisseurs et prestataires débiteurs**

Dans cette rubrique sont notamment comptabilisés les acomptes versés aux partenaires des Caf en action sociale et les indus sur prestations sociales pour un montant de 3 706 M€ après provisions, en augmentation de 218 M€ par rapport à 2014.

##### **b) Les créances d'exploitation**

D'un montant de 9 045 M€ après provisions, ce poste augmente de 511 M€ par rapport à 2014. Il intègre les comptes clients et cotisants (pour 4 827 M€, après provisions d'un montant de 4 086 M€).

Le taux moyen de provisionnement de ces créances, principalement au titre des cotisations, de la Csg et des Itaf, est de 49,1 %. Il est déterminé en fonction des risques de non-recouvrement évalués par l'Acoss.

Les créances d'exploitation sur entités publiques (Etat, fonds nationaux et conseils généraux) sont en augmentation à 3 796 M€ contre 3 467 M€ en 2014. Ces créances correspondent aux prestations qui restent à rembourser à la Branche par ces entités au 31 décembre 2015.

La Branche détient également des créances sur les organismes et régimes de Sécurité sociale, dont le montant global de 326 M€ diminue par rapport à 2014 (637 M€) principalement suite aux prestations familiales dues aux agents de la Sncf et de la Ratp gérées par les Caf à partir du 1er janvier 2015 (- 213 M€).

## 2.2 Le passif

### 2.2.1 Les capitaux propres

L'évolution des capitaux propres en 2015 résulte pour l'essentiel de l'imputation du résultat négatif de 2015 (- 1 528 M€) et des opérations concernant le report à nouveau (compte 110) de la Branche (capitaux propres, fiche détaillée n°6 du présent rapport) dont le montant est négatif pour 3 174 M €.

### 2.2.2 Les provisions

PROVISIONS	Solde au 31/12/2014	Augmentation	Diminution	Solde au 31/12/2015
<b>Provisions pour rappels et charges techniques</b>	<b>1 664 284 647</b>	<b>732 445 827</b>	<b>655 200 972</b>	<b>1 741 529 502</b>
Provisions pour rappels	843 025 487	271 386 181	348 692 104	765 719 563
Provisions pour action sociale	512 552 897	263 415 998	259 073 480	516 895 416
Provisions pour risques et charges techniques	308 706 263	197,643,649	47,435,388	458,914,523
<b>Provisions pour risques et charges courantes</b>	<b>17 995 369</b>	<b>21 473 732</b>	<b>5 486 783</b>	<b>33 982 318</b>
<b>Provisions pour autres charges</b>	<b>46 058 468</b>	<b>36 031 516</b>	<b>34 450 781</b>	<b>47 639 204</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 728 338 484</b>	<b>789 951 075</b>	<b>695 138 535</b>	<b>1 823 151 024</b>

Les provisions pour risques et charges techniques augmentent globalement de 78 M€, en fonction des évaluations opérées au 31/12/2015 et concernent principalement d'une part le risque de payer des rappels dans les exercices futurs au titre de 2015 (en diminution de 9,1 % par rapport à 2014), d'autre part aux engagements pluriannuels d'action sociale (en progression de 1%).

Les autres provisions pour risques et charges correspondent d'une part à des provisions de gestion administrative (médailles du travail, primes d'intéressement ...) pour 48 M€ et d'autre part aux provisions pour litige pour un total de 31 M€.

### 2.2.3 Autres dettes – dettes d'exploitation

Le solde global des dettes d'exploitation diminue globalement de - 1,6 % entre les 31 décembre 2014 et 2015.



Les dettes d'exploitation comportent quatre grands postes :

- la rubrique « Fournisseurs de biens et services » constituée des charges à payer dues pour l'essentiel aux partenaires des Caf en action sociale, pour 4 240 M€. Ce montant est en augmentation (+7,3 %) en 2015
- le poste « Prestataires - Versements directs aux allocataires » correspond aux prestations liquidées au 31 décembre N au profit des allocataires ou des bailleurs. Ces prestations sont en attente de versement, principalement à l'échéance du 5 janvier N+1, pour 385 M€
- le poste « Prestataires – Versements à des tiers » est constitué des charges à payer au titre du Cmg-Paje et aux organismes de tutelle et bailleurs pour 587 M€. Ce montant traduit une baisse de 8,1 % par rapport à 2014.
- le dernier grand poste des dettes d'exploitation est constitué des dettes envers les autres organismes de Sécurité sociale

Dettes entre organismes de sécurité sociale	2015	Structure	2014	Evolution entre 2014/2015
<b>CNAMTS 4511</b>	<b>0</b>		<b>2 639 857</b>	<b>-100,00%</b>
<b>CNAF 4512</b>	<b>-21 152</b>	<b>0,00%</b>	<b>0</b>	
Autres cessions de crédits - Crédits consommés à imputer	-21 290	100,65%	0	
CRDS sur FNNP - Crédits consommés à imputer	137	-0,65%	0	
<b>C.N.A.V.T.S 4513</b>	<b>166 478 982</b>	<b>2,89%</b>	<b>471 802 713</b>	<b>-64,71%</b>
CNAV - AVPF	167 638 269	100,70%	57 285 810	192,63%
CNAVTS - Acomptes AVPF	183 746	0,11%	104 833 263	-99,82%
CNAV - Autres opérations	-1 343 033	-0,81%	309 683 640	-100,43%
<b>A.C.O.S.S 4514</b>	<b>4 426 900 081</b>	<b>76,77%</b>	<b>5 801 662 017</b>	<b>-23,70%</b>
ACOSS Créances - Opérations avec les org. nationaux	0	0,00%	-2	-100,00%
ACOSS: son compte courant - Opérations avec les org. nationaux	4 426 900 081	100,00%	5 801 662 019	-23,70%
<b>AUTRES ORGANISMES DE BASE 452</b>	<b>2 530 921</b>	<b>0,04%</b>	<b>31 073</b>	<b>8045,12%</b>
Prestations payées pour compte de tiers - Crédits à attribuer	3	0,00%	0	
Restitutions de trésorerie	183 826	7,26%	0	
CAF au titre du FSL	324	0,01%	20	1521,20%
Régularisation - CNT - cotisations PAJE	2 139 483,89	84,53%	-205 458	-1141,33%
CCSS	207 284	8,19%	236 511	-12,36%
<b>Régime général - unions et fédérations 453</b>	<b>0</b>	<b>0,00%</b>	<b>17 336 098</b>	<b>-100,00%</b>
UCANSS - Régime général - unions et fédérations	0		19 996	-100,00%
Compte de liaison - Centres informatiques	0		16 011 558	-100,00%
Compte de liaison - Centres de formations	0		1 160 097	-100,00%
Centres de formations	0		144 448	-100,00%
<b>REGIME AGRICOLE - salariés et exploitants 454</b>	<b>274 881 996</b>	<b>4,77%</b>	<b>0</b>	
CCMSA - Régime agricole - salariés & exploit.	274 881 996	100,00%	0	
<b>Régime autonome des professions indépendantes 455</b>	<b>10 092 164</b>	<b>0,18%</b>	<b>0</b>	
RSI	10 092 164	100,00%	0	
<b>DIVERS FONDS 456</b>	<b>56 623 084</b>	<b>0,98%</b>	<b>62 003 207</b>	<b>-8,68%</b>
Etat - congé de paternité	14 885 632	26,29%	11 825 188	25,88%
Caisse de sécurité sociale de Mayotte - autres rég. & org. Séc.Soc.	39 516 891	69,79%	45 235 435	-12,64%
Opérations avec divers fonds - autres rég. & org. Séc.Soc.	1 366 904	2,41%	4 338 332	-68,49%
Organismes étrangers - autres rég. & org. Séc.Soc.	853 657	1,51%	605 780	40,92%
ASSEDIC - subrogation - autres rég. & org. Séc.Soc.	0	0,00%	-1 528	-100,00%
<b>AUTRES ORGANISMES 457</b>	<b>347 991 308</b>	<b>6,03%</b>	<b>279 833 716</b>	<b>24,36%</b>
FSV - Org.concourant au financ.des régimes oblig.de base	347 991 308	100,00%	279 833 716	24,36%
<b>DIVERS AUTRES ORGANISMES 458</b>	<b>480 930 386</b>	<b>8,34%</b>	<b>139 127 836</b>	<b>245,68%</b>
Charges à payer - Organismes de la branche famille - Div. opérations entre org.	19 191 227	3,99%	21 812 066	-12,02%
Charges à payer - Organismes hors branche famille - Div. opérations entre org.	461 739 159	96,01%	117 315 769	293,59%
<b>TOTAL</b>	<b>5 766 407 771</b>	<b>100,00%</b>	<b>6 774 436 516</b>	<b>-14,88%</b>

**– Acoss**

Comme en 2014, le solde de trésorerie de la branche au 31 décembre est négatif. Le compte de la Cnaf tenu par l'Acoss figure donc parmi les dettes au passif du bilan au 31/12/2015, pour un montant de 4 427M€ et explique l'essentiel de la diminution des dettes d'exploitation.

**– Cnavts**

Ce poste retrace la situation de la Branche vis-à-vis de la Cnavts, au titre de l'Avpf (acomptes, régularisation des années antérieures). Il se caractérise par une diminution de 64,7 % suite au reclassement de la charge à payer imputable à la Cnavts en compte 458 (365 M€). Si la charge à payer 2014 avait été comptabilisée selon la même présentation, la progression du poste aurait été de +3,5%.

**– Régime agricole**

La dette afférente au régime agricole est de 275 M€ en 2015 contre une créance de 5 M€ en 2014. Cette variation s'explique en grande partie par une baisse des cotisations sur les revenus agricoles de 283 M€ (189 pour les exploitants et 94 M€ pour les salariés).

**– Régime social des indépendants**

Ce poste ressort à 10 M€ en 2015 alors que le solde était nul en 2014, en revanche une charge à payer a été constituée en 2014 en compte 458 à hauteur de 11 M€.

**- Autres organismes**

Le solde correspond au dernier acompte que la Cnaf doit au Fsv, soit 398 M€, diminué de la régularisation au titre de l'exercice 2015 de 50 M€. L'exercice 2014 était impacté par la régularisation au titre des exercices 2014 (50 M€) et 2013 (63 M€).

**- Diverses opérations entre organismes**

Ce poste comprend principalement les charges à payer envers les organismes hors branche famille. La principale évolution de ce compte concerne les charges à payer imputables à la Cnavts qui ont été reclassées en compte 458 pour 365 M€ en 2015, alors qu'elles étaient présentées en compte 4513 en 2014 pour 311 M€.

## II. Fiches détaillées

### 1 – Les faits marquants de l'exercice

---

#### 1.1 Mayotte

---

Conformément à l'article 32 de la Lfss 2015, la Cnaf a préparé l'intégration des comptes de la Caisse de sécurité sociale de Mayotte (Cssm) dans ses comptes combinés. Les travaux nécessaires à cette intégration ont été menés en partenariat avec la Cssm afin que les prestations familiales soient liquidées, payées et comptabilisées avec les outils de la branche famille. Ainsi les outils de la branche famille étaient opérationnels fin septembre 2015 et la Cssm était en capacité de produire ses balances comptables avec ces outils et d'intégrer le périmètre de combinaison de la branche famille.

Cependant les travaux pilotés par la Dss ont identifié des difficultés significatives concernant la comptabilité des activités de recouvrement de Mayotte, ne donnant pas le niveau d'assurance préalable suffisant pour mettre en œuvre l'intégration. La Dss a donc demandé aux Caisses nationales de reporter à 2016 l'intégration du bilan de la Cssm dans les comptes du Régime général.

La comptabilité de la Cssm n'a donc pas été intégrée au périmètre de combinaison en 2015 et la Cnaf est intervenu par le versement d'une subvention d'équilibre de gestion technique d'un montant de 36 M€ (17,5 M€ pour les prestations, 18,5 M€ pour l'action sociale dont 11M€ de prestation d'aide à la restauration scolaire) et de gestion courante d'un montant de 3,5 M€. L'intégration aurait eu un impact net de -38M€ sur le résultat de la branche famille en 2015 (26 M€ de produits - 64 M€ de charges).

#### 1.2 Sncf et Ratp

---

En application des arrêtés du 18 novembre 2014 et du 25 novembre 2014, portant approbation d'une convention conclue dans le cadre de l'article 7 de l'ordonnance n° 96-51 du 24 janvier 1996, les prestations familiales liées à ces régimes sont gérées par les Caf depuis le 1er janvier 2015, et les cotisations correspondantes recouvrées par le réseau des Urssaf.

Le transfert SNCF concerne environ 18 000 allocataires, et celui de la RATP 5 400.

Les prestations versées aux allocataires de ces deux régimes sont intégrés en 2015 au circuit de gestion de droit commun du régime général, et comptabilisées par les Caf. En 2014, les charges et produits de ces deux régimes s'élevaient respectivement à 125 M€ et 363 M€. Cette intégration est sans incidence directe sur les comptes combinés.

#### 1.3 Modifications réglementaires sur les prestations

---

Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2015 a prévu plusieurs mesures d'économies qui sont entrées en vigueur au cours de l'exercice :

- la modulation des allocations familiales en fonction des ressources par l'établissement de deux plafonds de ressources annuelles au-delà desquelles le montant des allocations familiales et de leurs compléments seront divisés par deux ou par quatre (date d'effet au 1er juillet 2015), qui génère une économie en 2015 de 381 M€,

- la modification de la date d'effet de l'allocation de base de la Paje (1er jour du mois suivant la naissance et fin de la proratisation), minorant les dépenses de 45 M€,
- la modification de la date de versement de la prime à la naissance (2ème mois après la naissance au lieu du 7ème mois de grossesse), réduisant les dépenses de 213 M€,
- les décrets d'application de la loi du 24 juillet 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes, qui ont notamment mis en place le partage de la Prepa entre les deux parents.

Sont aussi observés sur 2015 les effets des mesures mises en œuvre depuis les exercices 2014 et antérieurs, et qui provoquent une variation des charges entre 2014 et 2015 :

- la revalorisation du complément familial (majoré), qui induit une augmentation des dépenses de 156 M€ entre 2014 et 2015,
- la modification des plafonds et le gel du montant de l'allocation de la prime à la naissance, pour une diminution des dépenses de 20 M€,
- la modification des plafonds et le gel du montant de l'allocation de base, qui a généré une baisse de 192 M€,
- la suppression de la majoration du Complément de libre choix d'activité, pour une baisse des charges de 46 M€,
- la modification des plafonds et des taux de cotisations du Complément de mode de garde, générant 28 M€ d'économie,
- la revalorisation de l'Allocation de soutien familial de 25 %, qui accroît les dépenses de 68 M€.

#### 1.4 Barèmes

---

Le montant de la Base mensuelle des allocations familiales (Bmaf), revalorisé le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, est fixé par décret, et sert au calcul des Allocations familiales (Af), de l'Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh), de l'Allocation journalière de présence parentale (Ajpp), de l'Allocation de soutien familial (Asf), de la Prime de déménagement, de l'Allocation de rentrée scolaire (Ars) et de l'Allocation de parent isolé (Api). Ces prestations sont calculées comme égales à la Bmaf multipliée par un coefficient spécifique à chaque prestation. Après son augmentation de 0,6% le 1<sup>er</sup> avril 2014, le montant de la Bmaf n'a pas été revalorisé en 2015 et maintenu à 406,21€. Le montant de la Bmaf mensuelle moyenne pondérée a néanmoins augmenté de 0,15% entre 2014 et 2015, du fait des trois premiers mois de 2014, inférieurs de 0,6% à la Bmaf de 2015. Cette augmentation se traduit par un « effet prix » à la hausse de 0,15% sur les prestations concernées.

Les plafonds de ressources ont été rehaussés de 0,7% au 1<sup>er</sup> janvier 2015, notamment pour les prestations familiales, les aides au logement et le revenu de solidarité active, et le montant des aides au logement a été augmenté de 0,08% au 1<sup>er</sup> octobre 2015.

#### 1.5 Financement

---

Le transfert en 2015 au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Apl induit une baisse de 4,4 Md€ des dépenses supportées par la branche, incluant une incidence sur les charges à payer (17 M€), provisions pour rappels (138 M€) et provision pour dépréciation des créances d'indus (17 M€).

La mise en œuvre du pacte de responsabilité et de solidarité (baisse de 1,8 points du taux de cotisations famille pour les salaires inférieurs à 1,6 Smic et allègements des cotisations familles des travailleurs indépendants partiellement compensé par une modification de la clé de répartition des allègements généraux), induit une baisse des recettes de 3,5 Md€ entre 2014 et 2015 (- 6,3%). Cette diminution se répartit entre une baisse des cotisations (-2,3 Md€), du préciput assurance vie (- 0,2 Md€) et de la taxe sur les salaires (-1,2 Md€), partiellement compensées par une augmentation de la Csg (+0,2 Md€).

La reprise par la Cades du déficit 2012 de la branche famille s'est traduite par un versement de 2,5 Md€ de février à juin 2015 (incidence sur le report à nouveau).

### 1.6 Transformation de la Dsi

---

L'article 89 de la Lfss du 22 décembre 2014 a transféré à la Cnaf, le 1<sup>er</sup> juillet 2015, les missions, activités, droits, biens et obligations des Certi/Créatif/Cnedi. La dissolution des Certi le 30 juin 2015, et le transfert à la Cnaf des structures informatiques auparavant hébergées par des Caf, ont modifié le nombre d'entités juridiques de la branche, mais sont sans impact sur les comptes combinés.



## 2 – Les charges de gestion technique : prestations légales et transferts

Les charges de gestion technique présentées dans cette note couvrent l'ensemble des prestations familiales ressortissant du Fnpf, versées par les Caf et la Msa, les transferts financiers vers des tiers en charge du versement de certaines prestations (Avpf, majorations enfants, congés paternité) ainsi que les autres financements pris en charge par la branche Famille (participation au titre de l'Alt, fond spécial destiné aux Unaf).

Les montants de charges intègrent les charges à payer relatives à ces prestations.

En €uros	2015	2014	Evolution de 2014 à 2015
Prestations légales	36 444 146 822	37 006 064 587	-561 917 765
<i>Dont charges à payer</i>	778 574 853	812 383 599	-33 808 746
Transferts	10 094 206 216	9 892 116 416	202 089 800
Autres charges techniques	58 648 850	4 690 845 404	-4 632 196 554
<b>Total</b>	<b>46 597 001 888</b>	<b>51 589 026 407</b>	<b>-4 992 024 519</b>

Les principaux facteurs d'évolution de ces prestations sont :

- le transfert du financement de l'Apl au budget de l'Etat,
- l'évolution du nombre d'allocataires, le nombre d'allocataires entre décembre 2014 et décembre 2015 étant quasi stable (- 0,2 %) toutes prestations confondues, mais contrasté selon les groupes de prestations,
- les évolutions réglementaires (restituées dans la note n°3) concernant principalement la Paje, les AF et l'Asf,
- la revalorisation des barèmes (effet prix), de + 0,15 % pour la Base mensuelle des allocations familiales (Bmaf) et + 0,08 % pour les aides au logement au 1<sup>er</sup> octobre 2015.

### 2.1 Les prestations légales versées directement aux allocataires

#### 2.1.1 Les prestations versées

Le fonds national des prestations familiales (Fnpf) est constitué d'une première série de dépenses correspondant aux prestations versées par les Caf aux allocataires.

Prestations par grands postes	2015	Structure 2015	2014	Evolution de 2014 à 2015
<b>Allocations :</b>				
<b>En faveur de la famille</b>	<b>16 307 822 719</b>	<b>44,75%</b>	<b>16 390 497 466</b>	<b>-0,50%</b>
Régime général	15 806 652 315	96,93%	15 811 586 969	-0,03%
Autres régimes	501 170 404	3,07%	578 910 497	-13,43%
<b>Pour la garde des jeunes enfants</b>	<b>171 600</b>	<b>0,00%</b>	<b>862</b>	<b>19 806,53%</b>
Régime général	3 866	2,25%	-4 650	-183,14%
Autres régimes	167 734	97,75%	5 512	2 942,93%
<b>Pour l'accueil des jeunes enfants</b>	<b>12 453 651 216</b>	<b>34,17%</b>	<b>12 974 418 923</b>	<b>-4,01%</b>
Régime général	12 072 045 464	96,94%	12 553 847 044	-3,84%
Autres régimes	381 605 752	3,06%	420 571 879	-9,27%
<b>En faveur de l'éducation</b>	<b>1 984 249 728</b>	<b>5,44%</b>	<b>1 959 853 474</b>	<b>1,24%</b>
Régime général	1 918 028 276	96,66%	1 889 814 833	1,49%
Autres régimes	66 221 452	3,34%	70 038 641	-5,45%
<b>En faveur du logement</b>	<b>4 456 384 817</b>	<b>12,23%</b>	<b>4 440 229 812</b>	<b>0,36%</b>
Régime général	4 345 892 223	97,52%	4 331 592 660	0,33%
Autres régimes	110 492 594	2,48%	108 637 153	1,71%
<b>En faveur des handicapés</b>	<b>811 881 243</b>	<b>2,23%</b>	<b>825 350 326</b>	<b>-1,63%</b>
Régime général	789 663 108	97,26%	800 638 553	-1,37%
Autres régimes	22 218 135	2,74%	24 711 773	-10,09%
<b>Frais de tutelle</b>	<b>376 278 929</b>	<b>1,03%</b>	<b>365 885 486</b>	<b>2,84%</b>
Régime général	355 788 995	94,55%	345 640 133	2,94%
Autres régimes	20 489 933	5,45%	20 245 353	1,21%
<b>Autres allocations &amp; prestations</b>	<b>53 706 571</b>	<b>0,15%</b>	<b>49 828 238</b>	<b>7,78%</b>
Régime général	50 986 905	94,94%	47 120 623	8,21%
Autres régimes	2 719 666	5,06%	2 707 614	0,45%
<b>TOTAL</b>	<b>36 444 146 822</b>	<b>100,00%</b>	<b>37 006 064 587</b>	<b>-1,52%</b>

Les prestations financées par le Fn timer et versées aux allocataires diminuent de 1,5 % par rapport à 2014 et représentent désormais 69,1 % de l'ensemble des charges techniques (64,3 % en 2014). Le montant total des dépenses est de 36 444,1 M€.

Part type de prestations, la structure des dépenses évolue notablement en 2015, puisque les dépenses relatives à la famille représente une part plus importante (44,8% contre 44,3 % en 2014) au détriment principalement des dépenses consacrées à l'accueil des jeunes enfants (34,2 % des dépenses contre 35,1% en 2014). La part des autres types de dépenses augmentent également mais dans une moindre mesure (éducation de l'enfant : + 0,14 point en plus, logement : + 0,23 point, frais de tutelle : + 0,02 point). L'analyse de l'évolution de chacune des prestations explique ces ajustements.



L'évolution de chacune des prestations est la suivante :

Prestations légales	2015 - TOTAL TOUS REGIMES	2014 - TOTAL TOUS REGIMES	Evolution de 2014 à 2015
<b>Allocations en faveur de la famille</b>	<b>16 307 822 719</b>	<b>16 390 497 466</b>	<b>-0,50%</b>
Allocations familiales	12 765 226 443	13 059 504 504	-2,25%
Allocations forfaitaires	97 449 171	102 105 273	-4,56%
Complément familial CF	1 900 683 957	1 774 058 339	7,14%
APJE courte	2 296	7 887	-70,89%
APJE longue	50 147	86 821	-42,24%
Allocation d'adoption	20 838	-42 289	-149,28%
ASF récupérable	72 103 055	69 806 543	3,29%
ASF non récupérable	1 400 904 547	1 317 082 369	6,36%
APP - Allocation de présence parentale	7 881	9 793	-19,52%
AJPP - Allocation journalière de présence parentale	68 025 730	64 704 957	5,13%
Complément de déplacement AJPP	3 348 653	3 173 267	5,53%
<b>Allocations pour la Garde des Jeunes Enfants</b>	<b>171 600</b>	<b>862</b>	<b>19 806,53%</b>
APE rang 3 et plus - taux plein	10 952	2 663	311,22%
APE rang 3 et plus - taux partiel	0,00	0,00	
APE rang 2 - taux plein	3 642	4 483	-18,76%
APE rang 2 - taux partiel	157 162	-3 133	-5 117,04%
AFEAMA - Majoration	-514	-637	-19,30%
AFEAMA - cotisations prises en charge	359	2 359	-84,79%
AGED - moins de 3 ans	0,00	-4 572	-100,00%
AGED - plus de 3 ans	0,00	-301	-100,00%
<b>Prestation Accueil des Jeunes Enfants</b>	<b>12 453 651 216</b>	<b>12 974 418 923</b>	<b>-4,01%</b>
Prime - PAJE	396 324 500	645 756 248	-38,63%
Allocation PAJE	4 095 035 603	4 280 485 363	-4,33%
Complément libre choix - CLCA - PAJE	1 579 281 813	1 963 332 784	-19,56%
Complément libre choix - CMG - PAJE	6 174 256 502	6 084 844 528	1,47%
Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE) - Paje	208 752 798	0,00	
<b>Allocations en faveur de l'Education</b>	<b>1 984 249 728</b>	<b>1 959 853 474</b>	<b>1,24%</b>
Allocation de rentrée scolaire	1 984 249 728	1 959 853 474	1,24%
<b>Allocations en faveur du Logement</b>	<b>4 456 384 817</b>	<b>4 440 229 812</b>	<b>0,36%</b>
ALF - location	3 955 351 377	3 924 999 137	0,77%
ALF - accession	498 197 330	511 942 086	-2,68%
Prime de déménagement - ALF	2 836 110	3 288 590	-13,76%
<b>Allocations en faveur des Handicapés</b>	<b>811 881 243</b>	<b>825 350 326</b>	<b>-1,63%</b>
Allocation de base	416 495 771	394 900 238	5,47%
Compléments	399 174 859	392 684 496	1,65%
Majoration parent isolé	-3 789 386	37 765 592	-110,03%
<b>Frais de tutelle</b>	<b>376 278 929</b>	<b>365 885 486</b>	<b>2,84%</b>
Frais de mandataires judiciaires - Volet Adultes	315 760 630	307 106 650	2,82%
Frais de mandataires judiciaires - Volet Enfants	60 518 299	58 778 837	2,96%
<b>Autres Allocations et Prestations</b>	<b>53 706 571</b>	<b>49 828 238</b>	<b>7,78%</b>
Allocations différentielles - ADI	30 307 145	33 026 226	-8,23%
Prestations conventions internationales	4 215 347	4 299 523	-1,96%
Prestations payées dans les pays de l'UE	13 082 850	12 473 743	4,88%
Intérêts des Prêts Jeunes Avenir (PJA)	1 229	16 353	-92,49%
Divers autres allocations et prestations	6 100 000	12 392	49 126,78%
<b>TOTAL</b>	<b>36 444 146 822</b>	<b>37 006 064 587</b>	<b>-1,52%</b>

### *Allocations en faveur de la famille*

Entre 2014 et 2015, les dépenses **d'allocations familiales** diminuent de 2,3 % (- 294,3 M€), principalement sous l'effet de la mise en place de la modulation des allocations familiales en fonction des ressources (effet de - 2,9%) compensé par une progression de 0,6% en volume. Sur la même période, les dépenses annuelles de complément familial ont quant à elles progressé de + 7,1 % (+ 126,4 M€). La hausse du montant unitaire moyen versé, tiré par l'instauration du complément familial majoré contribue à hauteur de près de 5 points de croissance à cette évolution.

Le reste de la croissance est lié à une augmentation du nombre d'allocataires de la prestation.

Le dynamisme des dépenses **d'allocation de soutien familial** (+ 6,2 soit + 86,1 M€ entre 2014 et 2015) est expliqué principalement par la revalorisation exceptionnelle de la prestation au 1<sup>er</sup> avril de +5 %. Le reste de la croissance est attribuable à l'augmentation du volume de 1%.

### *Allocations pour l'accueil des jeunes enfants*

Les dépenses **d'allocation de base** diminuent de 4,3 %, sous l'effet de la poursuite des mesures de 2014 (soit - 185,5 M€ en 2015 contre - 46,1 M€ en 2014). En effet, les plafonds de ressources pour percevoir l'allocation de base font l'objet de deux réformes : d'une part la diminution de l'avantage accordé en cas de double activité d'autre part le lissage de la progression du plafond quel que soit le rang de l'enfant (- 49 M€ pour le régime général uniquement).

Par ailleurs, une autre réforme du Plfss 2014 vise à moduler le montant l'allocation de base en fonction du niveau de ressources des familles. Elle crée une allocation de base à taux partiel dont le montant est diminué de moitié par rapport à l'allocation de base à taux plein, pour les bénéficiaires se situant au-dessus du plafond de l'allocation de base à taux plein et en dessous d'un plafond égal à 1,19 fois le plafond de l'allocation de base à taux plein. Sur le champ du régime général, la création de l'allocation de base à taux partiel induit une économie de 113,0 M€ en 2015.

Enfin, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, la réforme prévoit une dérogation au mécanisme de revalorisation de l'allocation de base afin de « geler » son montant jusqu'à ce qu'il soit identique à celui du complément familial. Sur le champ du régime général, en 2015, l'économie générée par le gel de l'allocation de base est estimée à 24 M€.

Les dépenses des **primes de naissances et d'adoption** ont décru de - 38,6% (- 249,5 M€), sous l'effet de deux facteurs :

- du décalage de la date de versement de la prime (- 208 M€ Caf uniquement), pour les grossesses déclarées à partir de janvier 2015, la prime est versée avant la fin du dernier jour du 2<sup>ème</sup> mois suivant la naissance ou la justification de la fin de la grossesse, alors que la prime était versée auparavant pour chaque enfant à naître lors du 7<sup>ème</sup> mois de grossesse (sans impact pour les années suivantes),
- de la baisse du nombre de naissance.

Pour les enfants nés ou adoptés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la **Prestation partagée d'éducation de l'enfant** (PREPARE) remplace le **complément de libre choix d'activité** (Clca).

La décroissance des dépenses de **Clca** et de **Prepare** (- 8,9 % soit - 175,2 M€) est principalement le fait d'une baisse du recours à la prestation. La variation du nombre d'allocataires contribue à hauteur de - 6,1 points de croissance à la variation des dépenses de Clca-Prepare. La diminution des naissances observée en 2015 pourrait dans une certaine mesure expliquer cette baisse. A cet effet s'ajoute la baisse du montant moyen versé de - 2,4%.

Les dépenses de **complément libre choix mode de garde** augmentent de 1,5% entre 2014 et 2015. La compensation des rémunérations versées par les familles aux assistants maternels ou aux personnels de garde à domicile est en diminution de -1,5 %, à la suite notamment des mesures de la Lfss 2014. En revanche, les dépenses de prise en charge des cotisations sociales sont en augmentation de 2,3 %, principalement du fait de la hausse des taux de cotisations ainsi que de l'augmentation du salaire horaire des assistants maternels.

Par ailleurs, le recours aux structures d'accueil (associations, entreprises habilitées, micro-crèches) relevant d'une prestation légale augmente de 21 % entre 2014 et 2015, même si ce mode de garde ne représente que 5 % des dépenses de Cmg.

### *Allocations en faveur du logement*

L'augmentation des dépenses d'**Allocation logement familiale** (+ 0,4 % soit + 16,2 M€) est consécutive à deux effets inverses : la hausse du montant moyen qui progresse de 1,4 % en un an (passant de 281 euros en 2014 à 285 euros en 2015) et la diminution du nombre d'allocataires qui passe de 1,20 million à 1,19 million entre 2014 et 2015. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016, cette prestation ne sera plus financée par le Fnpf mais par le Fonds National d'Aide aux Logements (Fnal).

### *Allocations en faveur du handicap*

La hausse des dépenses de l'**allocation de base et des compléments** (hors Majoration Parent Isolé, Mpi) de 3,6 % s'explique par la hausse du recours à l'**allocation pour l'éducation d'enfant handicapé** (augmentation du nombre d'allocataires de +5,4 % sur un an). La prestation moyenne versée aux allocataires diminue, sous l'effet de l'augmentation de la proportion des allocataires qui ne perçoivent pas de complément de la part des Caf.

Les dépenses au titre de la **Majoration parent isolé** intégraient le complément de charges à payer de l'Aeeh comptabilisé au niveau de la Cnaf. Il est estimé à partir du nombre de dossiers en stock dans les Maisons Départementales des Personnes Handicapées. En 2015, ce complément n'est plus comptabilisé (cf note n°2). En 2014, la provision était de 32 M€ et a été consommée à hauteur de 28 M€ impactant ainsi les comptes 2015 pour un montant positif de 4 M€.

#### **2.1.2 Les charges à payer de prestations légales**

---

La note n°2 précise les règles de calcul de la charge à payer relative aux prestations légales. Les charges à payer permettent le rattachement à l'exercice de charges dont les bénéficiaires sont identifiés, pour des montants suffisamment précis, et qui ne seront effectivement payées que lors de l'exercice suivant.

L'évaluation des charges à payer de prestations, sauf exception relative à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé, repose sur le recensement des pièces justifiant une ouverture de droits, reçues jusqu'au 31 décembre mais non encore liquidées à cette date. Elles sont ensuite valorisées sur la base des paiements de rappels effectués en début de N + 1, pour chaque type de prestation.

A compter de 2014, les Caf enregistrent uniquement dans leur comptabilité, les charges à payer correspondant au Fnpf. Pour les charges à payer associées aux prestations gérées pour le compte de tiers (Aah, Apl, Als, Rsa, etc.), il appartient désormais aux entités publiques qui les financent de les comptabiliser. Dans ce contexte, les Caf conservent néanmoins la responsabilité de valoriser ces charges à payer et de communiquer leurs montants à la Cnaf et à leur conseil général.

N°de compte	CHARGES A PAYER PRESTATIONS LEGALES	2015	2014	Evolution 2014 à 2015
4086111	Allocation en faveur de la famille - CAP	18 985 560	19 622 060	-3,24%
40861121	Allocations et aides garde jeunes enfants (Hors Maj AFEAMA et PAJE Rémun°) - CAP	24 594 334	25 740 046	-4,45%
408611231	PAJE Rémunérations assistante maternelle - CAP	188 940 865	192 261 522	-1,73%
408611232	PAJE Rémunérations employé à domicile - CAP	9 836 718	10 070 741	-2,32%
4086113	Allocation en faveur de l'éducation	2 357 856	2 909 322	-18,96%
4086114	Allocations en faveur du logement - CAP	16 058 211	17 754 291	-9,55%
4086115	Allocations en faveur des handicapés (Hors AAH)	4 097 564	36 003 428	-88,62%
4086117	Autres allocations et prestations - CAP	7 267 969	1 442 787	403,75%
408614	AEEH - Majoration de parent isolé	0,00	0,00	
40873211	Frais de mandataires judiciaires Volet Adultes à payer - Exercice en cours	7 272 350	8 443 646	-13,87%
40873212	Frais de mandataires judiciaires Volet Adulte à payer - Exercice antérieur	40 792	105 595	-61,37%
40873221	Frais de mandataires judiciaires Volet Enfants à payer - Exercice en cours	169 659	12 195	1 291,26%
40873222	Frais de mandataires judiciaires Volet Enfants à payer - Exercice antérieur	0,00	0,00	
4087863	PAJE - Assistante maternelle - Cotisations - CAP	435 367 899	421 118 148	3,38%
4087864	PAJE - Employé à domicile - Cotisations - Autres versements à des tiers	22 616 641	22 251 202	1,64%
408787	PAJE - Employé à domicile - Cotisations - CAP	0,00	0,00	
	<b>Au titre de la participation de la branche famille</b>			
40864	APL - FNAL - vers.dir.aux allocs à payer	0,00	16 578 129	-100,00%
4087811	FNAL - ALT1 - Exercice en cours - Autres versements à des tiers à payer	5 204 388	4 663 099	11,61%
4087812	FNAL - ALT1 - Exercice antérieur - Autres versements à des tiers à payer	0,00	0,00	
4087821	FNAL - ALT2 - Exercice en cours - Autres versements à des tiers à payer	1 966 970	1 665 437	18,11%
	<b>Au titre de la prestation spécifique de restauration scolaire dans les établissements des départements d'outre-mer</b>			
408784	PARS des DOM - Autres versements à des tiers à payer	33 796 879	31 741 951	6,47%
	<b>TOTAL</b>	<b>778 574 653</b>	<b>812 383 599</b>	<b>-4,16%</b>

En 2015 le montant total des charges à payer de prestations légales s'élève à 778,5 M€ soit une diminution de 4,1 % rapport à 2014.

### *La charge à payer Paje – Cmg*

Au titre du « complément mode de garde – cotisations de la Paje », la charge à payer est égale à 2 mois de prestations; l'évaluation est conduite au niveau de la Cnaf en lien avec l'Acoss et par référence au stock de demandes en instance de traitement au 31 décembre auprès du centre national Pajemploi. A ce titre la Cnaf effectue une correction nationale dans les comptes combinés de la branche permettant d'aligner le montant des charges à payer de la branche Famille avec le montant des produits à recevoir estimé par l'Acoss.

Au titre de 2015, cette composante de la charge à payer est en hausse de 3,4% pour sa partie assistantes maternelles, et de 1,6 % pour sa partie garde à domicile. Le montant de la charge à payer s'établit à 458 M€, soit 58,8 % du montant total des charges à payer prestations légales, soit une augmentation de la part relative par rapport à 2014 (54,6 %).

Pour « le complément mode de garde – rémunérations » de la Paje, la charge à payer est égale à un mois de droits à prestations net d'indu (décembre), payé en janvier N+1, valorisé selon la même source.

En 2015, la charge à payer diminue de 1,7% pour être portée à 188,9 M€ pour sa partie assistantes maternelles.

### ***La charge à payer Aeeh***

La charge à payer relative à l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh) ne fait plus l'objet d'un mode d'évaluation spécifique (cf note 2). Cette prestation, versée par les Caf, reste à la charge de la branche Famille.

Le charge à payer, d'un montant de 4,1 M€, concerne uniquement les dossiers d'Aeeh en stock dans les Caf qui portent sur :

- l'allocation de base pour 2 M€,
- le complément pour 2 M€,
- la Majoration parent isolé pour 0,2 M€.

### ***La charge à payer de la Prestation d'accueil restauration scolaire (Pars) des Dom***

La Prestation accueil restauration Scolaire (Pars) est un dispositif contractuel d'aide au fonctionnement des restaurants scolaires établi avec les municipalités et les établissements scolaires publics et privés, dans les départements d'outre-mer. Son montant est fixé chaque année par arrêté interministériel et sa gestion est assurée par les Caisses d'Allocations familiales des Dom depuis le 1er janvier 1993. En fin d'exercice, il est constaté une charge à payer, qui s'établit à 33,8 M€ en 2015, soit une hausse de 6,4 % par rapport à 2014.

### ***La charge à payer pour frais de mandataires judiciaires***

En fin d'année, si l'arrêté définitif fixant la dotation globale de fonctionnement n'est pas paru, les Caf ont pour consigne de constituer des charges à payer sur la base des projets de budgets transmis par les gestionnaires aux directions départementales de la cohésion sociale. En fin d'exercice, il est constaté une charge à payer, qui s'établit à 7,2 M€ en 2015, soit un recul de 12,6 % par rapport à 2014.

### ***Les charges à payer des autres allocations et prestations***

L'évaluation des charges à payer de prestations (sauf exceptions, cf note 2) repose sur le recensement des pièces justifiant une ouverture de droits, reçues jusqu'au 31 décembre mais non encore liquidées à cette date. Le recensement a été réalisé à partir d'une requête datant du 14 janvier 2016 et la charge correspondante a été comptabilisée directement dans les Caf. Une seconde requête a été lancée le 29 janvier, et a donné lieu à un complément de provision de 6 M€. Compte tenu du montant, le complément a fait l'objet d'une comptabilisation au niveau national.

### ***Les charges à payer des autres prestations***

Elles ont été calculées conformément à la méthode tirée du constat du volume et du contenu des pièces à traiter au 31/12/2015. Abstraction faite du Cmg-Paje, de l'Aeeh, des frais de mandataires judiciaires, du Pars, et des charges à payer des autres allocations et prestations, leur montant total se caractérise par une diminution entre 2014 et 2015 pour s'établir à 69,4 M€, contre 89,1 M€ en 2014. Cette baisse de - 19,7 M€ comprend la reprise des charges à payer au titre de l'Apl (16,6 M€) suite au transfert en 2015 au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Apl.

## 2.2 Les transferts aux autres organismes de sécurité sociale

D'autres prestations ne sont pas versées directement par les Caf à leurs bénéficiaires, mais font l'objet de transferts de financements vers le tiers qui verse la prestation.

Transferts	2015	2014	Evolution 2015 à 2014
<b>6571 - Transferts entre organismes de Sécurité Sociale</b>	<b>10 094 206 216</b>	<b>9 892 116 416</b>	<b>2,04%</b>
Compensations RG - CSSM (Famille)	39 726 420	44 377 893	-10,48%
AVPF - Prises en charge cotis. non assises sur un revenu spécifique	5 076 605 040	4 910 949 882	3,37%
Majorations pour enfants - Contribution au FSV - Transferts	4 703 991 308	4 660 473 308	0,93%
Congé de paternité - Prise en charge de prestations par la CNAF	273 331 769	275 613 146	-0,83%
Autres transferts	551 679	702 188	-21,43%

L'ensemble de ces transferts se caractérise par une augmentation de 2,0 % en 2015 pour un montant total de 10 094 M€, due principalement à l'augmentation de la contribution de l'Avpf.

### 2.2.1 L'assurance vieillesse parents aux foyers (Avpf)

La prestation, créée par une loi du 03/01/1972, a été modifiée par de nombreux textes législatifs et réglementaires, dont un arrêté de janvier 1978, qui ont fixé les règles d'ouverture de droits et de liquidation de l'Avpf. Cette allocation est codifiée aux articles L.381-1 et D.381-1 à D.381-3 du code de la Sécurité sociale.

Elle se traduit par le financement par la branche Famille des années de cotisations à l'assurance vieillesse des bénéficiaires de certaines prestations qui interrompent leur activité professionnelle pour se consacrer à l'éducation d'un enfant en bas âge ou de trois enfants et plus, ou d'un handicapé (enfant ou adulte) dont le taux d'incapacité est d'au moins 80%.

Sur le plan comptable et financier il s'agit d'un transfert de la Cnaf à la Cnavts, échelonné dans le temps (le montant des cotisations générées par une « année d'ouverture des droits » annuelle d'Avpf n'est définitivement connu que plusieurs années après celle du fait générateur, l'ouverture du droit de l'allocataire à la prise en charge des cotisations de retraite par la branche Famille).

Une convention signée le 16/12/2008 entre la Cnavts et la Cnaf détermine les règles de gestion financières et comptables de la prestation par les deux caisses nationales.

Ces règles conduisent à distinguer :

- ➔ la charge courante correspondant au montant des cotisations pour l'année N notifiées par les Caf par remontées de déclarations nominatives annuelles (Dna) dématérialisées, et correspondant aux cotisations afférentes aux avantages familiaux non soumis à conditions de ressources dont les montants sont connus au 31 décembre (complément familial, allocation de base de la Paje, Ape, Aah et Aeelh),
- ➔ la charge à payer, composée de trois éléments, non connus au 31 décembre dont la décomposition est précisée en note 2.

En trésorerie, la Cnaf verse des acomptes mensuels dont le montant global correspond à la prévision de charge d'Avpf pour l'année n, réalisée selon la méthode approuvée par les deux caisses nationales. A la fin de chaque exercice, avant le 18 février n + 1, la Cnaf compare les prévisions réalisées pour les exercices n - 1 et n - 2 et les montants des cotisations validées par la branche Retraite.

La différence entre le montant des cotisations reconnues et le montant estimé fait l'objet d'une régularisation comptable provisoire au titre des années n – 1 et n – 2, et définitive au titre de l'année n – 3.

Période cotisation	Charges courantes	Charges additives ou soustractives	Charges à payer	Total des charges
2015	4 698 958 782		364 647 116	5 063 605 898
2014		313 175 858	-311 030 828	2 145 030
2013		9 797 630		9 797 630
2012		1 056 482		1 056 482
Total	4 698 958 782	324 029 970	53 616 288	5 076 605 040

La charge courante 2015 s'élève à 4 698 M€, soit + 1,6 % par rapport à la charge courante 2014 (4 626 M€). Cette évolution s'explique principalement par la revalorisation du SMIC (+1,1 %) et du taux de cotisation AVPF (+1,2 %).

La charge à payer Avpf est déterminée en fonction de trois critères :

- une estimation actualisée des cotisations qui resteraient à notifier à la clôture de l'exercice au titre des avantages non soumis à des conditions de revenus professionnels sur l'année N d'affiliation,
- une estimation des cotisations au titre des autres avantages ouvrant droit à l'Avpf qui sont gérés par les Caf mais dont le calcul ne peut intervenir que postérieurement à l'arrêté des comptes,
- une estimation des cotisations pour les autres régimes, produite par la CcMsa pour le régime agricole et définie de façon forfaitaire pour les autres régimes.

A noter que l'absence provisoire de prise en compte par le système d'information des cotisations Avpf au titre des droits ouverts à la Prepa à 100% baisse « artificiellement » la charge courante. A contrario elle augmente la charge à payer.

L'augmentation de 17,2 % constatée en 2015 est principalement liée à la charge à payer au titre des droits ouverts à la Prepa à 100%

En €	2015	2014	Evolution 2014 à 2015
Cotisations restant à notifier	46 989 588	46 258 848	1,6%
Cotisations sur autres avantages	136 946 088	135 038 448	1,4%
Autres régimes	115 538 612	129 733 532	-10,9%
Cotisations au titre de la PREPARE à 100 %	65 172 828	-	N/A
Total	364 647 116	311 030 828	17,2%



### 2.2.2 Le fonds de solidarité vieillesse (Fsv)

La branche Famille verse au Fonds de solidarité vieillesse (Fsv) le montant des cotisations correspondant aux majorations pour enfants du régime général et des régimes alignés sur ce dernier, conformément à l'article L 223-1 du code de la sécurité sociale.

Le montant 2015 de la charge relative aux majorations pour enfants s'élève à 4 704 M€, ce qui correspond à une augmentation de 0,9% par rapport à 2014.

### 2.2.3 Le congé de paternité

Le congé de paternité des salariés versé par l'ensemble des régimes d'assurance maladie est pris en charge par la branche Famille.

Cette contribution s'établit en 2015 à 273 M€, soit une diminution de 0,9 % par rapport à 2014, en continuité avec l'évolution constatée les trois années précédentes (-0,45 % en 2014, - 1,2% en 2013 et - 0,5% en 2012). Une provision pour rappels de 23 M€ a été constituée (décompte communiqué par la Cnamts).

La contribution de la branche Famille au congé de paternité des fonctionnaires est de 14,9 M€. Une provision de 14 M€ a été constituée en l'absence de production du décompte des effectifs et des nombres de jours par certains ministères. En effet aux termes de l'article D 223-1 l'Etat doit produire un décompte du nombre d'agents concernés et de jours de congé de paternité. La production tardive de ce décompte empêche de régler les sommes dues et implique la constatation d'une provision.

## 2.3 Les autres charges techniques

Des charges enfin sont en lien avec les prestations et consistent en des transferts financiers avec des organismes tiers sans versement par ceux-ci de prestations directes aux allocataires. Leur montant total s'élève à 59 M€, en retrait de de 98,8 % par rapport à 2014, en raison du transfert en 2015 au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Apl. Les régularisations au titre de l'exercice 2014, minorent les autres charges technique pour 21,5 M€.

Transferts	2015	2014	Evolution 2015 à 2014
<b>6572 - Autres Charges Techniques</b>	<b>58 648 850</b>	<b>4 690 845 404</b>	<b>-98,75%</b>
APL - Participations	-21 492 627	4 605 352 508	-100,47%
Participations au titre de la prestation ALT	51 696 511	57 111 089	-9,48%
UNAF - Participations	28 442 418	28 360 016	0,29%
Dotation à l'AGEPRET	2 547	21 792	-88,31%

### 2.3.1 La contribution à l'Unaf

La branche Famille et le régime agricole financent le fonds spécial destiné aux Unions nationales familiales. La part relative de chacun des contributeurs est fixée en fonction du montant de prestations familiales versées. Conformément à l'arrêté du 19/08/2015, la part financée par la Cnaf s'élève à 27,6 M€, à laquelle s'ajoute la part financée par la Msa (0,8 M€), soit un total de 28,4 M€ en augmentation de 0,3 % par rapport à 2014.



### 2.3.2 La participation au titre de l'aide personnalisée au logement (Apl)

Le transfert en 2015 au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Apl induit une baisse de 4 626 M€ des dépenses supportées par la branche.

### 2.3.3 La participation au titre de l'allocation de logement temporaire (Alt)

L'allocation de logement temporaire (Alt) est financée à parts égales entre la branche Famille et l'Etat. La dépense totale s'élève à 104 M€ en 2015, soit une prise en charge par la branche Famille de 52 M€, en diminution de 9,5% par rapport à 2014.



### 3 – Les charges de gestion technique : prestations d'action sociale

En complément des prestations légales, les Caf contribuent au financement de mesures d'action sociale en faveur de l'ensemble des familles allocataires, en veillant particulièrement à celles qui rencontrent des difficultés financières ou sociales. Trois modes d'intervention sont possibles :

- le financement des partenaires assurant des services et équipements aux familles,
- les aides financières aux familles, dites aides extra-légales,
- le financement des services gérés directement par les Caf.

Les montants indiqués dans cette note comprennent les charges à payer traitées spécifiquement en point 5.2.

#### 3.1 Les prestations versées

Les prestations d'action sociale (ou prestations extra-légales) regroupent :

- les prestations individuelles, versées directement aux allocataires, qui comprennent notamment des aides aux vacances (bons-vacances) à l'équipement des logements et diverses autres actions (préparation au Bafa, etc.),
- les prestations collectives qui comprennent principalement les « prestations de service », versements aux collectivités locales et structures partenaires assurant le fonctionnement d'équipements d'accueil (crèches, centres de loisir,...) qui ont le caractère d'une participation au fonctionnement de ces équipements (sur la base de coûts horaires ou journaliers),
- les subventions d'équipement et de fonctionnement.

Elles sont versées soit sur la base de fonds locaux, qui permettent aux conseils d'administration locaux de financer les œuvres ainsi que les interventions en direction des familles ou des partenaires, soit sur la base de fonds nationaux qui financent les dispositifs paramétrés et encadrés au niveau national, d'aide au fonctionnement et à l'investissement des partenaires.

PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE	2015	Structure 2015	2014	Evolution 2014 à 2015
<b>I - ACTIONS INDIVIDUALISEES</b>	<b>383 107 331</b>	<b>7,74%</b>	<b>340 126 241</b>	<b>12,64%</b>
<b>II - ACTIONS COLLECTIVES</b>	<b>4 569 224 248</b>	<b>92,26%</b>	<b>4 286 984 817</b>	<b>6,58%</b>
Subventions d'investissement - Fonds locaux	92 218 112	38,90%	97 550 989	-5,47%
Subventions d'investissement - Fonds Nationaux	144 835 144	61,10%	152 759 324	-5,19%
Subventions de fonctionnement - Fonds locaux	197 471 661	4,56%	190 584 349	3,61%
Subventions de fonctionnement - Fonds nationaux	4 134 699 331	95,44%	3 846 090 154	7,50%
<b>TOTAL</b>	<b>4 952 331 579</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 627 111 058</b>	<b>7,03%</b>

Les prestations d'action sociale de la branche Famille s'établissent à 4 952,3 M€, soit une augmentation globale de 7,0 % (+ 325 M€) par rapport à 2014.

En prenant en compte les variations de provisions correspondant à des engagements pluriannuels de prestations d'action sociale, pour un montant de + 4 M€, la totalité des dépenses et engagements de l'action sociale s'élève à 4 957 M€ au titre de 2015.

PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE	DEPENSES TOTALES 2015	Dotations nettes des reprises 2015	Total y compris variation de provisions
<b>I - Actions individuelles</b>	<b>383 107 331</b>		<b>383 107 331</b>
<b>II - Actions collectives</b>	<b>4 569 224 248</b>	<b>4 342 519</b>	<b>4 573 566 767</b>
Subventions d'investissement - Fonds locaux	92 218 112	-14 335 261	<b>77 882 851</b>
Subventions d'investissement - Fonds nationaux	144 835 144	26 925 779	<b>171 760 924</b>
Subventions de fonctionnement - Fonds locaux	197 471 661	0	<b>197 471 661</b>
Subventions de fonctionnement - Fonds nationaux	4 134 699 331	-8 248 000	<b>4 126 451 331</b>
<b>TOTAL</b>	<b>4 952 331 579</b>	<b>4 342 519</b>	<b>4 956 674 097</b>

Le tableau ci-après précise le détail des charges de l'exercice 2015 :

PRESTATIONS D'ACTION SOCIALE	2015	Structure 2015	2014	Evolution 2014 à 2015
<b>I - ACTIONS INDIVIDUALISEES</b>	<b>383 107 331</b>	<b>7,74%</b>	<b>340 126 241</b>	<b>12,64%</b>
<b>Aides financières aide à domicile - Actions individualisées</b>	<b>72 576 494</b>	<b>18,94%</b>	<b>73 569 157</b>	<b>-1,35%</b>
Fonds CAF - Aides financières aide à domicile	12 421 233	17,11%	17 054 121	-27,17%
Dans la limite de la dotation fonds CNAF - Aides financières Aide à domicile	60 147 595	82,87%	56 499 222	6,46%
Fonds ENIM - Aides financières aide à domicile	7 667	0,01%	15 814	-51,52%
<b>Bourses d'animateurs - Form.BAFA</b>	<b>4 455 846</b>	<b>1,16%</b>	<b>4 194 672</b>	<b>6,23%</b>
Sur fonds CAF - Formation BAFA - Actions individuelles	2 370 672	53,20%	2 068 237	14,62%
Sur fonds CNAF - Formation BAFA - Actions individuelles	2 085 174	46,80%	2 126 435	-1,94%
<b>Autres aides individuelles - Prest. Extralégales Action sociale</b>	<b>306 074 991</b>	<b>79,89%</b>	<b>262 362 413</b>	<b>16,66%</b>
<b>II - ACTIONS COLLECTIVES</b>	<b>4 569 224 248</b>	<b>92,26%</b>	<b>4 286 984 817</b>	<b>6,58%</b>
<b>Subventions d'investissement</b>	<b>237 053 256</b>	<b>5,19%</b>	<b>250 310 314</b>	<b>-5,30%</b>
<b>Subventions d'investissement - Fonds locaux</b>	<b>92 218 112</b>	<b>38,90%</b>	<b>97 550 989</b>	<b>-5,47%</b>
Engagements N - Paiement N	8 035 872	8,71%	8 601 755	-6,58%
Engagements N-1 et antérieurs - Paiement N	84 182 240	91,29%	88 949 235	-5,36%
<b>Subventions d'investissement - Fonds Nationaux</b>	<b>144 835 144</b>	<b>61,10%</b>	<b>152 759 324</b>	<b>-5,19%</b>
Plans crèches - Subventions d'investissement - Fonds nationaux	<b>119 607 924</b>	<b>82,58%</b>	<b>139 854 904</b>	<b>-14,48%</b>
Engagements N - Paiement N - Plans crèches	15 821 141	13,23%	12 659 230	24,98%
Engagements N-1 et antérieurs - Paiement N - Plans crèches	103 786 783	86,77%	127 195 673	-18,40%
Fonds d'accompagnement - Investissement Enfance	<b>13 288 195</b>	<b>9,17%</b>	<b>3 582 456</b>	<b>270,92%</b>
Fonds publics et territoires Enfance - Investissement	<b>3 590 021</b>	<b>27,02%</b>	<b>2 340 468</b>	<b>53,39%</b>
Fonds publics et territoires Enfance - Invest - Engagement N - Paiement N	788 174	21,95%	484 541	62,66%
FP et territoires Enfance - Invest - Engag N-1 et antér - Paiement N	2 801 846	78,05%	1 855 927	50,97%
Fonds d'accompagnement PSU - Investissement	<b>3 613 820</b>	<b>27,20%</b>	<b>337 103</b>	<b>972,02%</b>
Fonds d'accompagnement PSU - Invest - Engagement N - Paiement N -	1 153 407	31,92%	318 654	261,96%
Fonds d'accom PSU - Invest - Engag N-1 et antérieurs - Paiement N	2 460 413	68,08%	18 448	13236,79%
Fonds rénovation (fonds nationaux) - Investissement	<b>6 084 354</b>	<b>45,79%</b>	<b>904 885</b>	<b>572,39%</b>
Fonds rénovation (fonds nationaux) - Invest - Engag. N - Paie. N -	877 497	14,42%	367 177	138,99%
Fonds rénovation (fonds nationaux) - Invest - Engag. N-1 et anté. - Paie.N	5 206 857	85,58%	537 708	868,34%
Fonds d'accompagnement - Investissement Jeunesse	<b>7 447 783</b>	<b>5,14%</b>	<b>4 243 038</b>	<b>75,53%</b>
FACEJ Jeunesse - Investissement	<b>7 155 037</b>	<b>96,07%</b>	<b>4 050 162</b>	<b>76,66%</b>
FACEJ Jeunesse - Investissement - Engagements N - Paiement N	1 519 847	21,24%	919 406	65,31%
FACEJ Jeunesse - Investissement - Engagements N-1 et antérieurs - Paiement N	5 635 190	78,76%	3 130 756	79,99%
Fonds expérimentation Adolescents - Investissement	<b>292 746</b>	<b>3,93%</b>	<b>192 876</b>	<b>51,78%</b>
Fonds expérimentation Adolescents - Investissement - Engagements N - Paiement N	60 331	20,61%	64 721	-6,78%
Fonds expér Adolescents - Invest - Engagements N-1 et antérieurs - Paiement N	232 415	79,39%	128 155	81,35%
Aides à l'installation des assistants maternels sur fonds nationaux	<b>4 491 242</b>	<b>3,10%</b>	<b>5 078 927</b>	<b>-11,57%</b>
<b>Subventions de fonctionnement</b>	<b>4 332 170 992</b>	<b>94,81%</b>	<b>4 036 674 503</b>	<b>7,32%</b>
<b>Subventions de fonctionnement - Fonds locaux</b>	<b>197 471 661</b>	<b>4,56%</b>	<b>190 584 349</b>	<b>3,61%</b>
Subvention d'exploitation - Actions collectives d'action sanitaire et sociale	<b>166 848 852</b>	<b>84,49%</b>	<b>160 348 398</b>	<b>4,05%</b>
Participations financières aux fonds locaux d'aide - Actions collectives D'ASS	<b>30 622 809</b>	<b>15,51%</b>	<b>30 235 951</b>	<b>1,28%</b>
FLAAD - Participations financières aux fonds locaux d'aide	159 390	0,52%	227 000	-29,78%
FSL - Participations financières aux fonds locaux d'aide	19 748 785	64,49%	21 978 935	-10,15%
Fonds d'aide aux jeunes en difficultés (FAJ)-Part finan aux fonds locaux d'aide	726 925	2,37%	859 757	-15,45%
Fonds d'aide aux impayés d'énergie - Part finan aux fonds locaux d'aide	1 346 935	4,40%	1 376 835	-2,17%
Divers autres fonds d'aide - Participations financières aux fonds locaux d'aide	8 640 773	28,22%	5 793 423	49,15%
<b>Subventions de fonctionnement - Fonds nationaux</b>	<b>4 134 699 331</b>	<b>95,44%</b>	<b>3 846 090 154</b>	<b>7,50%</b>
Prestations de service ordinaires	<b>2 907 070 244</b>	<b>70,31%</b>	<b>2 717 995 245</b>	<b>6,96%</b>
Droits N - Prestations de service ordinaires	2 920 627 708	100,47%	2 732 701 556	6,88%
Régularisations droits N-1 et antérieurs en N - PS ordinaires	-13 557 465	-0,47%	-14 706 311	-7,81%
Régularisations droits N-1 en N - PS ordinaires	-9 881 228	72,88%	-10 970 169	-9,93%
Régularisations droits antérieurs à N-1 en N - PS ordinaires	-3 676 236	27,12%	-3 736 143	-1,60%
Prestations de service Contrats Enfance Jeunesse - Partie Enfance	<b>655 790 793</b>	<b>15,86%</b>	<b>619 785 567</b>	<b>5,81%</b>
Prestations de service Contrats Enfance Jeunesse - Partie Enfance	<b>598 983 087</b>	<b>91,34%</b>	<b>579 827 501</b>	<b>3,30%</b>
Droits N - PS CEJ - Partie Enfance	609 422 579	101,74%	586 310 177	3,94%
Régularisations droits N-1 et antérieurs en N - PS CEJ - Partie Enfance	-10 439 492	-1,74%	-6 482 676	61,04%
Régularisations droits N-1 en N - PS CEJ - Partie Enfance	-10 237 311	98,06%	-6 983 205	46,60%
Régularisations droits antérieurs à N-1 en N - PS CEJ - Partie Enfance	-202 181	1,94%	500 529	-140,39%
Fonds d'accompagnement - Fonctionnement Enfance	<b>56 807 706</b>	<b>8,66%</b>	<b>39 958 066</b>	<b>42,17%</b>
Prestations de service Contrats Enfance Jeunesse - Partie Jeunesse	<b>474 926 697</b>	<b>11,49%</b>	<b>464 418 851</b>	<b>2,26%</b>
Prestations de service Contrats Enfance Jeunesse - Partie Jeunesse	<b>438 292 750</b>	<b>92,29%</b>	<b>441 302 282</b>	<b>-0,68%</b>
Droits N - PS CEJ - Partie Jeunesse	456 709 287	104,20%	454 012 767	0,59%
Régularisations droits N-1 et antérieurs en N - PS CEJ - Partie Jeunesse	-18 416 537	-4,20%	-12 710 485	44,89%
Régularisations droits N-1 en N - PS CEJ - Partie Jeunesse	-18 023 403	97,87%	-12 207 346	47,64%
Régularisations droits antérieurs à N-1 en N - PS CEJ - Partie Jeunesse	-393 135	2,13%	-503 139	-21,86%
Fonds d'accompagnement - Fonctionnement Jeunesse	36 633 947	7,71%	23 116 569	58,47%
Aide spécifique ALSH	<b>96 911 596</b>	<b>2,34%</b>	<b>43 890 491</b>	<b>120,80%</b>
Droits N - Aide spécifique ALSH	98 445 927	101,58%	46 760 808	110,53%
Régularisations Droits N-1 en N - Aide spécifique ALSH	-1 534 331	-1,58%	-2 870 318	-46,54%
Régularisations Droits N-1 en N - Aide spécifique ALSH	-1 082 758	70,57%	-2 860 157	-62,14%
Régularisations Droits antérieurs à N-1 en N - Aide spécifique ALSH	-451 573	29,43%	-10 161	4344,18%
<b>TOTAL</b>	<b>4 952 331 579</b>	<b>100,00%</b>	<b>4 627 111 058</b>	<b>7,03%</b>

L'année 2015 se caractérise essentiellement par :

- une forte représentativité des projets d'investissement petite enfance qui représentent 61% des décisions de financement, les projets de micro-crèches Paje et de crèches gérées par les associations ou le secteur privé étant sur-représentés dans les zones les plus prioritaires générant ainsi une hausse des charges de fonctionnement en prestations légales individuelles,
- la reprise des décisions d'investissement par les communes en 2015 (augmentation de +65%) bénéficiant aux crèches gérées par une collectivité territoriales, sur-représentées en dehors des zones prioritaires, mais accueillant en moyenne des familles aux revenus plus faibles et réservant moins d'heures.

Cela se traduit dans les comptes 2015 par :

- le dynamisme des prestations de service, les prestations de service ordinaires ayant augmenté de 6,7 % (+ 190 M€), celles affectées aux Cej partie enfance de 5,8 % (+ 36 M€) et celles affectées aux Cej partie jeunesse de 2,3 % (+ 11 M€), et un doublement de l'aide spécifique Alsh qui atteint 97 M€ (accent donné sur les rythmes éducatifs),
- le développement des dépenses d'investissement affectées à la jeunesse, matérialisé en particulier par l'augmentation de 75,7 % des dépenses au titre du fonds d'accompagnement à l'investissement jeunesse, via le dispositif public et territoire (+ 3,1 M€).

### 3.2 Les charges à payer d'action sociale

Comptes	LIBELLES	2015	2014	Evolution 2014 à 2015
4081411	Sur fds CNAF - Aides fin. aide à domicile - Factures non encore parvenues	60 877 140	56 841 762	7,10%
4081412	Sur fds CAF - Aides fin. aide à domicile - Factures non encore parvenues	13 953 310	19 258 611	-27,55%
408143111	Charges à payer sur exercice en cours - Prestations de service ordinaires	2 876 936 030	2 693 467 272	6,81%
408143112	Charges à payer sur exercice antérieur - Prestations de service ordinaires	11 457 055	11 299 205	1,40%
4081431321	CAP sur exercice en cours - PS CEJ, partie enfance	656 733 472	612 474 270	7,23%
4081431322	CAP sur exercice antérieur - PS CEJ, partie enfance	4 617 840	8 898 951	-48,11%
4081431421	CAP sur exercice en cours - PS CEJ, partie jeunesse	466 791 562	455 183 355	2,55%
4081431422	CAP sur exercice antérieur - PS CEJ, partie jeunesse	6 393 033	5 783 738	10,53%
408143151	CAP sur exercice en cours - Aide spécifique ALSH	93 360 497	47 064 878	98,37%
408143152	CAP sur exercice antérieur - Aide spécifique ALSH	1 327 621	1 122 026	18,32%
40862	Prestations extralégales - versements directs aux allocataires à payer	18 647 132	34 358 434	-45,73%
4087421	Subventions de fonctionnement à payer - Exercice en cours	37 491 782	40 209 374	-6,76%
4087422	Subventions de fonctionnement à payer - Exercice antérieur	26 714 447	907 308	2 844,36%
4087431	Subventions à verser aux différents fonds d'aides - Exercice en cours	1 490 986	3 068 860	-51,42%
4087432	Subventions à verser aux différents fonds d'aides - Exercice antérieur		23 000	-100,00%
	<b>TOTAL</b>	<b>4 276 791 909</b>	<b>3 989 961 046</b>	<b>7,19%</b>

L'action sociale présente la particularité de valoriser la plus grande part de ses dépenses en charges à payer, les prestations de service ayant un cycle pluriannuel (paiement par acompte en n, charge à payer en inventaire n, puis par régularisation en n + 1 sur la base de l'activité réelle constatée durant l'année n). Ces charges à payer sont en augmentation de 7,2 % en 2015, compte tenu du dynamisme des prestations de services ordinaires (+ 6,8 %) qui constituent la part principale de la charge à payer (67,2 % en 2015).

**Les prestations de services ordinaires** constituent la contribution financière de la branche Famille au fonctionnement d'un certain nombre de services et équipements sociaux (établissement d'accueil du jeune enfant, centres de loisirs sans hébergement, centres sociaux, foyers de jeunes travailleurs, etc.). Elle est définie en fonction d'un prix plafond qui représente le coût de revient de référence du service et par un taux de prise en charge de ce prix plafond.

L'évolution des prestations de services ordinaires est la résultante de l'effet volume (augmentation du nombre d'heures d'accueil) et de l'effet prix (montant moyen de la prestation de service par heure).

***S'agissant de la petite enfance***, l'augmentation des prestations de service ordinaires affectées à l'accueil de la petite enfance est la résultante :

- de l'augmentation des places (+ 8 918),
- de la diminution du nombre d'heures par place (- 0,4 %),
- d'une augmentation moins rapide du montant de la prestation de service par heure,

soit un effet volume estimé à + 2,0 % et un effet prix évalué à 4,5 %.

Les dépenses liées aux Cej enfance ont fortement augmenté (+ 5,3 %), en raison principalement de l'augmentation des dépenses des fonds d'accompagnement (fonds public et territoire, fonds d'accompagnement à la prestation de service unique, fonds de rééquilibrage territorial et plan de rénovation des Eaje) qui sont retracés dans le même compte comptable.

### ***S'agissant de la jeunesse***

L'augmentation des prestations de service ordinaires affectées à la jeunesse est la résultante :

- de la baisse structurelle de l'accueil extrascolaire (- 2,3 % en nombre d'heures),
- de l'augmentation de la prestation de service ordinaire périscolaire (+ 19,5 % en nombre d'heures) et surtout des heures spécifiques à la réforme des rythmes éducatifs (+ 95,2 %) qui tire vers le haut l'effet volume.

Ainsi, sont confirmés la montée en charge de cette réforme et le redéploiement opéré par les gestionnaires d'accueil périscolaire.

Les dépenses liées aux Cej jeunesse périscolaire diminuent de -8,4% : le flux<sup>1</sup> périscolaire étant gelé, les dépenses diminuent sous l'effet de la dégressivité appliquée au stock (les dépenses de stock convergent vers la cible financière à raison d'une dégressivité de -3 points par an).

Les dépenses de Cej extrascolaire augmentent de +4,4% : le stock est stable (+0,5%) et le flux augmente de +11,4%.

L'aide spécifique augmente de +85,9 % (+ 45 M€). Cette forte augmentation résulte de l'effet mécanique du passage en année pleine pour les 83% de communes qui n'ont appliqué la réforme qu'à compter de septembre 2014.

---

<sup>1</sup> Les CEJ sont des contrats de 4 ans, renouvelables. Le stock du CEJ correspond aux actions en vigueur à la fin du contrat précédent, le flux correspond aux nouvelles actions contractualisées.

### *S'agissant des autres domaines d'intervention*

La hausse des autres prestations de service ordinaires est tirée par les Relais assistantes maternelles (Ram), l'animation de la vie sociale et surtout la parentalité : dynamisme de la médiation familiale, des Lieux d'accueil enfants/parents (Laep) avec la prise en compte depuis 2015 des heures de préparations en plus des heures d'ouverture au public et surtout des Réseau d'écoute, d'accueil et d'accompagnement des parents (Reaap).

Par ailleurs, une charge à payer spécifique est comptabilisée s'agissant des aides individuelles versées sur leurs fonds propres par les Caf, correspondant aux dossiers reçus en fin d'année mais dont le paiement n'a pas été réalisé : elle est en augmentation de 24,7 % en 2014, signifiant selon les Caf, soit une augmentation des demandes reçues, soit un retard plus important dans le traitement de ces demandes.

Enfin, compte tenu de l'évolution de la comptabilisation des subventions d'action sociale décrite au §2.5.3, une écriture d'ajustement nationale a été comptabilisée dans les comptes de l'Epn (en plus de l'écriture de correction d'erreur impactant les capitaux propres) pour ajuster le montant des charges à payer pour un montant de 21 M€ à la clôture.



Les produits de gestion technique représentent la quasi-totalité des produits de la branche. Ils comprennent majoritairement trois composantes :

- les cotisations sociales,
- la Csg,
- les autres impôts et taxes affectés.

Ils diminuent globalement de 6,5 % par rapport à 2014, avec des évolutions variées selon les types de financement (- 7,1 % pour les cotisations sociales, +2,3 % pour la Csg, et – 14,9 % pour les impôts et taxes), se traduisant par un ajustement de la part de chacun d'entre eux dans les sources de financements de la branche Famille.

COTISATIONS, IMPOTS ET PRODUITS AFFECTES	2015	STRUCTURE 2015	2014	Evolution 2014 à 2015
Cotisations sociales 7561	33 106 021 531	62,63%	35 625 295 104	-7,07%
Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de Sécurité sociale 7562	470 917 595	0,89%	513 967 222	-8,38%
Cotisations prises en charge par la sécurité sociale 7563	318 914 600	0,60%	310 749 538	2,63%
Impôts : contribution sociale généralisée 7565	11 124 175 488	21,04%	10 869 371 276	2,34%
Impôts et taxes affectés 7566	7 841 288 924	14,83%	9 219 272 271	-14,95%
Autres impôts et taxes affectés 7567	2 066		-1 151 295	-100,18%
<b>TOTAL</b>	<b>52 861 320 205</b>	<b>100,00%</b>	<b>56 537 504 116</b>	<b>-6,50%</b>

### 4.1 Les cotisations sociales

#### 8.1.1 Les cotisations sociales prélevées par la branche Recouvrement

<b>COTISATIONS SOCIALES</b>	<b>2015</b>	<b>STRUCTURE 2015</b>	<b>2014</b>	<b>Evolution 2014 à 2015</b>
<b>cotisations des actifs</b>	<b>33 106 021 531</b>	<b>99,05%</b>	<b>35 625 295 104</b>	<b>-7,07%</b>
<b>cotisations des salariés - cotisations des actifs</b>	<b>29 838 945 022</b>	<b>90,13%</b>	<b>31 407 273 770</b>	<b>-4,99%</b>
Cotisations	29 770 771 046	99,77%	31 339 132 721	-5,00%
Majorations - cotisations patronales	60 352 566	0,20%	65 238 923	-7,49%
Pénalités - cotisations patronales	7 821 410	0,03%	2 902 127	169,51%
<b>cotisations des non-salariés - cotisations des actifs</b>	<b>3 267 076 509</b>	<b>9,87%</b>	<b>4 218 021 334</b>	<b>-22,54%</b>
Cotisations - régimes de base	2 598 873 998	79,55%	3 364 814 709	-22,76%
Régularisation - régimes de base	621 731 768	19,03%	788 551 577	-21,16%
Majorations - régimes de base	34 186 092	1,05%	51 236 046	-33,28%
Pénalités - régimes de base	327 103	0,01%	1 203 264	-72,82%
Contributions des diffuseurs	11 894 757	0,36%	12 192 917	-2,45%
Majorations - contributions des diffuseurs	62 791	0,00%	22 822	175,13%
<b>Cotisations prises en charge par la sécurité sociale</b>	<b>318 914 600</b>	<b>0,95%</b>	<b>310 749 538</b>	<b>2,63%</b>
Cotisations AF médecins sect.1 prises en charge CPAM	318 914 600	100,00%	310 749 538	2,63%
<b>TOTAL</b>	<b>33 424 936 131</b>	<b>100,00%</b>	<b>35 936 044 642</b>	<b>-6,99%</b>

Les cotisations sociales affectées à la branche Famille (prélevées sur les salaires dé plafonnés et sur les revenus des travailleurs indépendants dé plafonnés) sont touchées en 2015 par la mise en œuvre du pacte de responsabilité. Ce dernier se traduit par la baisse de 1,8 point du taux de cotisations famille pour les salaires inférieurs à 1,6 smic, et par des allègements des cotisations familles des travailleurs indépendants. Ces baisses sont partiellement compensées par une modification de la clé de répartition des allègements généraux.

De ce fait, les cotisations sociales accusent une diminution de 2 519,3 M€ pour s'établir à 33 106,0 M€, soit 61,9 % des produits techniques de la Branche, contre 62,3 % en 2014.

Si l'on intègre les cotisations sociales prises en charge par la Sécurité sociale (il s'agit des cotisations Famille des médecins pris en charge par la branche Maladie), le total s'élève à 33 424,9 M€, en diminution de 7,0 % par rapport à 2014 et représentant 62,5 % des produits techniques de la Branche.

Les cotisations perçues par la branche famille comprennent pour 272M€ des cotisations que la branche a elle-même versées au titre de la Paje.

#### **4.1.2 Les cotisations sociales prises en charge par l'Etat**

L'article L.131-7 du code de la Sécurité sociale dispose que toute mesure de réduction ou d'exonération de cotisations de Sécurité sociale donne lieu à une compensation intégrale aux régimes concernés par le budget de l'Etat pendant toute la durée de son application.

L'ensemble des prises en charges se caractérise par une diminution de 43,0 M€ (-8,4 %) en 2015, pour un montant de 470,9 M€, soit 0,9 % des produits techniques de la Branche.

Les principaux facteurs expliquant cette évolution concernent les cotisations :

***En faveur de certaines catégories de salariés (- 23,4 %)***

- ➔ Poursuite de la réduction des effectifs d'apprentis (-27,7 M€)

***En faveur de zones géographiques (- 22,7 %)***

- ➔ Diminution de l'exonération dans les zones de revitalisation rurale suite au durcissement du dispositif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 (- 8,7 M€)
- ➔ Diminution des exonérations destinées aux entreprises implantées outre-mer suite à la baisse du taux de cotisation famille (-35,8 M€)
- ➔ Impact de la dégressivité mise en place en 2009 sur le dispositif zone franche urbaine (-7,1 M€)

***En faveur de divers secteurs économiques (-24,8 %)***

- ➔ Diminution du dispositif des travailleurs occasionnels du secteur agricole suite à une activité moins forte (-30 ,6M€)

<b>Transferts de charges opérés entre l'Etat et les organismes de Sécurité sociale</b>	<b>2015</b>	<b>STRUCTURE 2015</b>	<b>2014</b>	<b>Evolution 2014 à 2015</b>
<b>Prises en charge de cotis.en faveur de certaines catég.de sal.</b>	<b>97 148 897</b>	<b>20,63%</b>	<b>126 750 182</b>	<b>-23,35%</b>
Apprentissage - prise en chge cotisations en faveur certaines catég. salariés	91 914 729	94,61%	119 599 614	-23,15%
Porteurs de presse	2 012 643	2,07%	3 345 442	-39,84%
PACTE - prise en chge cotisations en faveur certaines catégories salariés	786	0,00%	-2 386	-132,95%
CIE - prise en chge cotisations en faveur certaines catégories salariés	1 112	0,00%	-345	-422,27%
Contrats de profess.- prise en chge cot. en faveur certaines catég. salariés	1 034 628	1,06%	1 733 236	-40,31%
Avantages en nature HCRB - prise en chge cot. en faveur cert. catég. salariés	22 455	0,02%	381	5 793,83%
Insertion - prise en chge cotisations en faveur certaines catégories salariés	-2 297	0,00%	1 074	-313,91%
Accueil en entreprise - insertion	135 652	0,15%	214 159	-36,66%
Accueil en structure agréée - insertion	1 885 086	2,05%	1 873 522	0,62%
CRE - Divers - prise en chge cotisations en faveur certaines catégories salariés	144 103	0,16%	-14 515	-1 092,76%
<b>Prises en charge de cotis.en faveur de zones géographiques</b>	<b>204 860 118</b>	<b>43,50%</b>	<b>265 103 042</b>	<b>-22,72%</b>
ZRR - prise en charge de cotisations en faveur zones géographiques	17 314 271	8,45%	26 045 535	-33,52%
ZRU - prise en charge de cotisations en faveur zones géographiques	-31 897	-0,02%	163 426	-119,52%
Zones de restructuration de la défense	556 688	0,27%	2 071 801	-73,13%
ZFU - prise en charge de cotisations en faveur zones géographiques	9 916 872	4,84%	17 002 311	-41,67%
Bassin d'emploi à redynamiser - Prise en charge cotis. en faveur zones géogr.	2 485 068	1,21%	3 972 211	-37,44%
Loi Perben - Exo DOM			1 958	-100,00%
CAE- Exo DOM	125 642	0,06%	67 826	85,24%
Exo. Loi du 13-12-2000 - Orientation outre-mer - Exo DOM	171 645 568	83,79%	207 583 449	-17,31%
Bonus exceptionnel Outre-mer (Loi 2009-594 - Art 3)			4 186 831	-100,00%
CAE hors champ exo DOM - prise en charge cotis. en faveur zones géogr.	2 847 907	1,39%	4 007 694	-28,94%
Autres (dont RBS avantages en nature) prises en charge cotisations	-0			
<b>Prises en charge de cotis.en faveur de div.secteurs écon.</b>	<b>81 387 159</b>	<b>17,28%</b>	<b>108 201 989</b>	<b>-24,78%</b>
Jeunes entr.innovantes - prise en chge cotis. fav. div. sect. économiques	32 907 935	40,43%	29 052 172	13,27%
Jeunes entreprises secteur enseignement - Prises en charge de cotisations	19 173	0,02%	129 798	-85,23%
Secteur agricole	48 460 051	59,54%	79 020 019	-38,67%
Embauche de salariés sous CDI par les groupements d'employeurs				
Transformation de CDD en CDI			257	-100,00%
Extension du dispositif travailleurs occasionnels/Demandeurs d'emploi	48 460 051	59,54%	79 019 762	-38,67%
<b>Réduction ou abattement de l'assiette cot.&amp;Contrib. (art. L. 131-7 du CSS)</b>	<b>281 638</b>	<b>0,06%</b>	<b>1 554 551</b>	<b>-81,88%</b>
Sportifs professionnels - Loi n° 2004-1366 du 15-12-04 - réduc. ab. ass. cotis.	-0	0,00%	-0	-522,22%
Contrat volontariat insertion - Réduction ou abattement des cotisations	280 948	99,76%	351 920	-20,17%
Volontariat associatif - Réduction ou abattement de l'assiette des cotisations				
Service civique - Réduction ou abattement de l'assiette cotisations	-1 380	-0,49%	1 142 866	-100,12%
Aide à domicile employée par ass ou entr. auprès d'une personne non fragile	-735	-0,26%	57 880	-101,27%
Exonération des cot° patronales de SS en application art. L 133-7 CSS	2 806	1,00%	1 885	48,83%
<b>Exonérations heures supplémentaires</b>	<b>74 258 695</b>	<b>15,77%</b>		
<b>Prises en charge de cotis.en faveur de certaines catég.cotisants</b>	<b>12 981 089</b>	<b>2,76%</b>	<b>12 357 458</b>	<b>5,05%</b>
Sal., créateurs, repreneurs entr.(CSS art. L 161-1-2) - Prise en chge cotis.	-29 009	-0,22%	-24 201	19,87%
Régime "Micro social" - Prise en charge de cotisations	5 686 071	43,80%	3 148 147	80,62%
Contribution diffuseur MDA - Prise en charge de cotisations	816 073	6,29%	485 155	68,21%
Armement maritime - Autres prises en chge cotis. en faveur certaines catég.	6 507 955	50,13%	8 748 357	-25,61%
<b>Autres prises en charge de cotisations par l'Etat</b>				
<b>TOTAL</b>	<b>470 917 595</b>	<b>100,00%</b>	<b>513 967 222</b>	<b>-8,38%</b>

## 4.2 La contribution sociale généralisée (Csg)

Ce poste prend en compte la Csg assise sur les revenus d'activité, de remplacement, du patrimoine, des placements et des jeux. L'augmentation de la Csg est de 2,3 % (contre 2% pour la masse salariale), soit une augmentation de 254,8 M€ en montant pour atteindre 11 124,2 M€. En 2015, la Csg représente 21,0 % des produits techniques de la branche Famille.

Les produits de CSG perçus par la branche famille comprennent pour 44M€ de la Csg que la branche a elle-même versée au titre de la Paje.

CONTRIBUTION SOCIALE GENERALISEE	2015	STRUCTURE 2015	2014	Evolution 2014 à 2015
Sur les revenus d'activité et de remplacement - CSG	10 016 525 662	90,04%	9 773 757 196	2,48%
Sur les revenus d'activité - CSG	7 705 187 738	76,92%	7 569 659 996	1,79%
Sur les revenus de remplacement - CSG	2 311 337 924	23,08%	2 204 097 200	4,87%
Sur les revenus du patrimoine et des placements - CSG	1 032 207 684	9,28%	1 017 883 718	1,41%
Sur les revenus du patrimoine - CSG	485 826 852	47,07%	468 860 498	3,62%
Sur les revenus des placements - CSG	546 380 832	52,93%	549 023 220	-0,48%
Sur les jeux - CSG	53 094 562	0,48%	51 843 441	2,41%
Sur les revenus du capital	22 347 581	0,20%	25 886 920	-13,67%
Majorations - CSG non déductible	20 587 220	92,12%	24 955 252	-17,50%
Pénalités - CSG non déductible	1 760 361	7,88%	931 669	88,95%
<b>TOTAL</b>	<b>11 124 175 488</b>	<b>100,00%</b>	<b>10 869 371 276</b>	<b>2,34%</b>

## 4.3 Les impôts et taxes affectés hors Csg

La seule évolution pour l'année 2015 concerne la modification de l'affectation du produit de la taxe sur les salaires (la part de la branche Famille passe de 27,5 à 18,0 %). Cela se traduit par une diminution de 34,3 % du produit de la taxe sur les salaires, soit -1 235,4 M€ pour s'élever à 2 369,7 M€.

Le rendement du préciput assurance vie (art 22 Loi de finances 2011) connaît une baisse de 180,0 M€ pour s'établir à 904,0 M€.

L'ensemble de ces évolutions se traduit par une baisse de 14,9 % des impôts et taxes affectés hors Csg (soit une diminution de 1 376,8 M€), qui s'établissent à un total de 7 841,3 M€, soit 14,8 % des sources de financement de la branche Famille, contre 16,3 % en 2014.

<b>IMPOTS ET TAXES AFFECTES HORS CSG</b>	<b>2015</b>	<b>STRUCTURE 2015</b>	<b>2014</b>	<b>Evolution 2014 à 2015</b>
<b>Impôts et taxes affectés</b>	<b>7 841 288 924</b>	<b>100,00%</b>	<b>9 219 272 271</b>	<b>-14,95%</b>
<b>Impôts et taxes liés à la consommation</b>	<b>2 126 095 582</b>	<b>27,11%</b>	<b>2 116 195 406</b>	<b>0,47%</b>
Taxes et droits sur alcools et boissons non alc.				
TVA brute collectée par les producteurs de boissons alcoolisées				
Taxes sur les tabacs	<b>1 040 039 110</b>	<b>48,92%</b>	<b>1 020 380 966</b>	<b>1,93%</b>
Art. 575 CGI droits de consommation sur les tabacs	1 040 039 110	100,00%	1 020 380 966	1,93%
Cotisations sur primes d'assurance automobile	<b>1 081 125 531</b>	<b>50,85%</b>	<b>1 019 523 738</b>	<b>6,04%</b>
Art. L 137-6 du CSS	1 081 125 531	100,00%	1 019 523 738	6,04%
Taxe sur les contributions de prévoyance	<b>184 146</b>	<b>0,01%</b>	<b>65 385</b>	<b>181,63%</b>
Taxe - Art. L 137-1 du CSS	184 146	100,00%	65 385	181,63%
TVA nette	<b>4 746 795</b>	<b>0,22%</b>	<b>76 225 317</b>	<b>-93,77%</b>
<b>Impôts et taxes acquittés par les personnes morales</b>	<b>4 321 230 350</b>	<b>55,11%</b>	<b>5 631 691 723</b>	<b>-23,27%</b>
Taxe sur les véhicules de société Art. 1010 CGI	603 453 075	13,96%	678 369 597	-11,04%
Taxes sur les salaires	2 369 672 602	54,84%	3 605 098 127	-34,27%
Taxes sur les appels téléphoniques Art. L 137-19 du CSS	2 338 489	0,05%	2 355 798	-0,73%
Paris hippiques en ligne Art. L 137-20 du CSS	148 664 086	3,44%	152 105 635	-2,26%
Paris sportifs en ligne Art. L 137-21 du CSS	62 081 099	1,44%	52 372 103	18,54%
Jeux de cercle en ligne Art. 137-22 du CSS	7 245 352	0,17%	7 404 447	-2,15%
Taxe spéciale sur les contrats d'assurance art 1001 du CGI	1 127 775 646	26,10%	1 133 985 301	-0,55%
Taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation			714	-100,00%
<b>Contributions diverses</b>	<b>1 393 962 992</b>	<b>17,78%</b>	<b>1 471 385 142</b>	<b>-5,26%</b>
Contributions sur distributions d'actions ou gains divers	<b>489 962 992</b>	<b>35,15%</b>	<b>387 385 142</b>	<b>26,48%</b>
Contribution patronale art. L 137-13 du CSS	429 358 863	87,63%	345 546 922	24,25%
Contribution salariale art. L 137-13 du CSS	59 955 164	12,24%	41 230 446	45,41%
Contribution CLS Art. L 137-18 du CSS	648 965	0,13%	607 774	6,78%
<b>Autres contributions</b>	<b>904 000 000</b>	<b>64,85%</b>	<b>1 084 000 000</b>	<b>-16,61%</b>
Prélèvement prévu à l'article 22 de la Loi de finances pour 2011	904 000 000	100,00%	1 084 000 000	-16,61%
<b>Autres impôts et taxes affectés</b>	<b>2 066</b>		<b>-1 151 295</b>	<b>-100,18%</b>
Prélèvement social sur les revenus du capital Art. L. 245-16 du CSS	<b>2 066</b>	<b>100,00%</b>	<b>-1 151 295</b>	<b>-100,18%</b>
Sur le patrimoine - Prélèvement social (Art. L. 245-16 du CSS)	2 521	122,00%	-374 572	-100,67%
Sur les placements - Prélèvement social (Art. L. 245-16 du CSS)	-455	-22,00%	-776 722	-99,94%
<b>TOTAL</b>	<b>7 841 290 990</b>	<b>100,00%</b>	<b>9 218 120 977</b>	<b>-14,94%</b>

#### 4.4 Les transferts financiers reçus et compensations « produits techniques du compte de résultat

TRANSFERTS FINANCIERS	2015	STRUCTURE 2015	2014	Evolution 2014 à 2015
Transferts entre organismes de sécurité sociale et assimilés	917 546	5,59%	1 133 393	-19,04%
Contributions publiques	15 497 914	94,41%	17 826 217	-13,06%
Remboursement indus API	288 903	1,86%	382 328	-24,44%
Remboursement indus AAH	15 195 218	98,05%	15 099 925	0,63%
Contribution de la CNSA	13 793	0,09%	21 660	-36,32%
Contributions publiques			2 322 304	-100,00%
<b>TOTAL</b>	<b>16 415 460</b>	<b>100,00%</b>	<b>18 959 610</b>	<b>-13,42%</b>

Des produits techniques constituent des contreparties à certaines dépenses, correspondant à des pertes sur créances sur des prestations payées pour l'Etat et anciennement comptabilisées en classe 6 (Aah, Api). Ils sont comptabilisés en comptes 757x.

#### 4.5 Divers produits techniques (comptes 758)

DIVERS PRODUITS TECHNIQUES	2015	STRUCTURE 2015	2014	Evolution 2014 à 2015
Recouvrement au titre de l'ASFR - Art. L 581-2 CSS	67 157 587	76,04%	60 630 715	10,76%
Autres (7583 - 7584 - 7585 -7588xx)	21 163 463	23,96%	22 386 177	-5,46%
<b>TOTAL</b>	<b>88 321 049</b>	<b>100,00%</b>	<b>83 016 892</b>	<b>6,39%</b>

Les divers produits techniques sont constituées des produits locaux, recettes locales, principalement en lien avec la gestion de l'Asfr (paiement de frais de gestion par les débiteurs défaillants pour un montant de 67,2 M€, en augmentation de 10,8 %) et de pénalités et sanctions (pour un montant de 10 M€, en augmentation de 42,9 % suite à l'intensification des sanctions en cas de fraude et à la montée en charge des pénalités administratives).

#### 4.6 Les reprises sur provisions

Les reprises sur provisions (pour rappels et indus de prestations, et sur créances de cotisations) constituent le solde des produits techniques. On constate une augmentation de 4,0 % en 2015, pour un montant arrêté à 550,6 M€ (cf. note n°7 analysant les facteurs d'évolution).

REPRISES SUR PROVISIONS	2015		2014	
	Montant	Evolution 2014 à 2015	Montant	Evolution 2013 à 2014
Reprises sur provisions pour charges techniques	364 350 099	-5,92%	387 259 155	14,95%
Reprises sur dépréciations des actifs circulants	186 228 006	31,20%	141 945 279	-21,13%
<b>TOTAL</b>	<b>550 578 105</b>	<b>4,04%</b>	<b>529 204 434</b>	<b>2,38%</b>



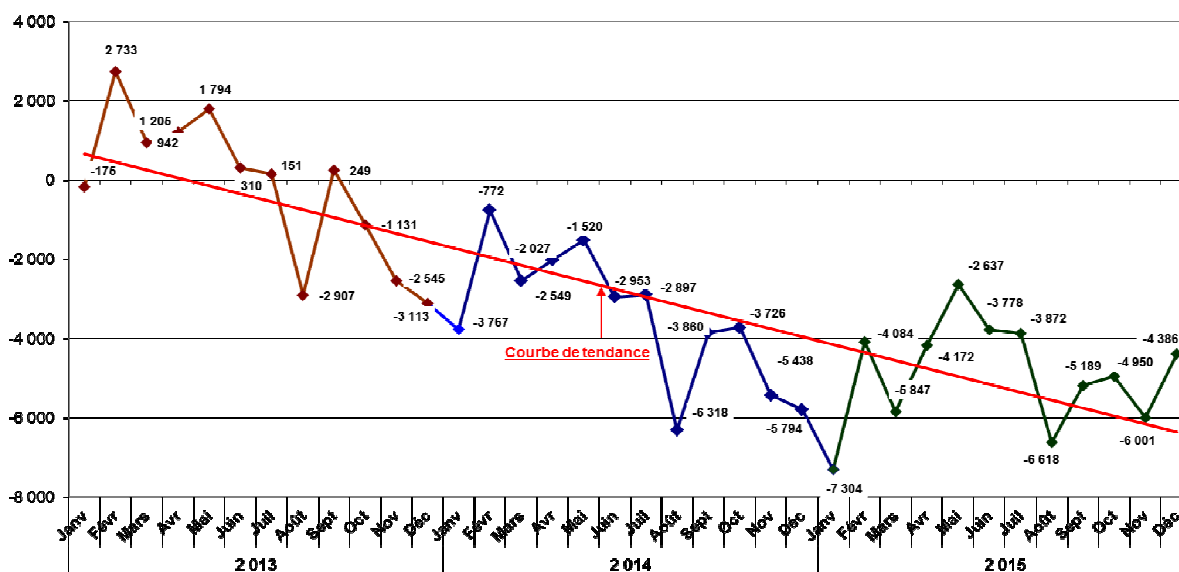


### 5.1 Le poste « trésorerie »

La trésorerie du régime général fait l'objet d'une centralisation sur un compte géré par l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acosse) ouvert auprès de la Caisse des dépôts et consignations (Cdc). L'essentiel des opérations financières transite par ce compte pour l'ensemble des organismes des quatre branches de la Sécurité sociale. La Cnaf dispose dans sa comptabilité d'un compte courant avec l'Acosse, symétrique du compte courant Cnaf dans la comptabilité de l'Acosse. Ces comptes courants retracent l'ensemble des opérations de trésorerie de la branche : décaissements des organismes pour assurer le paiement des prestations et des dépenses courantes, affectation des recettes reçues par l'Acosse et affectées à la branche Famille. De même, les différents organismes locaux ont dans leurs comptes un « compte courant » qui permet de retracer les opérations constatées dans le cadre de la gestion commune de la trésorerie, sans effectuer de flux de trésorerie. Le compte « Acosse » enregistre la position débitrice ou créditrice de la branche vis-à-vis de l'Acosse, qui dépend des encaissements et des décaissements effectués pour la Branche. Il fonctionne en débit ou crédit comme un compte de banque.

L'évolution du compte courant de la branche Famille est retracée dans le graphique ci-joint, exprimé en dates de valeur. Au 31 décembre 2015, le solde de trésorerie s'élève à - 4 386 M€, contre - 5 794 M€ en 2014, soit une variation de 24,3%. Cette variation s'explique par des encaissements (90 451 M€) plus importants que les décaissements (89 043 M€). Ce montant est très proche du montant comptable de - 4 427 M€ : l'écart constaté (41 M€) résulte du décalage entre la date de comptabilisation des intérêts et des cotisations (2014) et leur date de valeur (2015). Le solde mensuel moyen de trésorerie est de - 5 202 M€ en 2015. Il était de - 4 042 M€ en 2014. En 2015, le compte courant Acosse s'est trouvé débiteur sur l'intégralité de l'exercice 2015, malgré la reprise du déficit 2012 par la Cades au premier semestre. Les intérêts débiteurs générés par le compte « Acosse » sont de - 3 M€ car le taux de rémunération appliqué aux soldes comptables de trésorerie des branches est de - 0,0612 % pour 2015.

**EVOLUTION DES SOLDES DE 2013 A 2015**  
EN DATES DE VALEUR  
(en millions d'euros)



COMPTES FINANCIERS PAR CATEGORIE	SITUATION ACTIF BILAN 31/12/2014	SITUATION PASSIF BILAN 31/12/2014	Flux annuels entrants	Flux annuels sortants	SITUATION ACTIF BILAN 31/12/2015	SITUATION PASSIF BILAN 31/12/2015
Valeurs à l'encaissement (511)	1 628 794	0,00	2 158 679 427	-2 159 003 789	1 304 433	0,00
Banques (512)	2 012 805	2 879 764 534	1 055 815 001	-567 087 804	2 163 511	2 391 188 043
Natixis - Ex marché bancaire national(51212)	0,00	1 348 221 535	1 335 363 271	13 035 364	177 100	0,00
Natixis - Ex marché bancaire national - Banque (512121)			12 072 628 986	-12 072 349 790		
Natixis - Ex marché bancaire national - Virements ou chèques émis (512129)			-10 737 265 715	12 085 385 154		
Crédit Mutuel (51213)	0,00	1 531 542 999	-452 578 379	-407 066 665	0,00	2 391 188 043
Crédit Mutuel - Banque (512131)			35 655 434 715	-35 655 443 112		
Crédit Mutuel - Virements ou chèques émis (512139)			-36 108 013 094	35 248 376 447		
Banques Hors marché national (51214)	2 012 805	0,00	173 030 109	-173 056 503	1 986 410	0,00
Banques Hors marché national - Banques (512141)			235 433 286	-235 547 204		
Banques Hors marché national - Virements ou chèques émis (512149)			-62 403 178	62 490 701		
Comptes en devises (5124)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Caisse des dépôts et consignations 513	0,00	1 309 351 232	82 471 886 761	-82 921 276 218	9 988 017	1 768 728 706
CDC - Compte intermédiaire (5131)	0,00	0,00	72 130 299 736	-72 130 299 736	0,00	0,00
CDC - Compte courant (5132)	0,00	1 211 680 333	-358 508 943	-198 539 430	0,00	1 768 728 706
CDC - Banque (51321)			27 178 735 922	-27 180 080 472		
CDC - Chèques ou virements émis - (51329)			-27 537 244 865	26 981 541 043		
CDC Hors marché national (5133)	0,00	97 670 899	10 700 095 968	-10 592 437 052	9 988 017	0,00
CDC hors marché national - Banques (51331)			13 028 888 700	-13 054 083 231		
CDC hors marché national - Virements ou chèques émis (51339)			-2 328 792 732	2 461 626 178		
Chèques postaux (514)	31 893	0,00	402 012	-418 610	15 295	0,00
C.C.P. - chèque postaux (5141)			574 506	-589 437		
Virements ou chèques émis - chèque postaux (5149)			-172 494	170 828		
Trésor Public (515)	139 120	0,00	6 381 739	-6 295 025	225 834	0,00
Autres organismes financiers (517)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Intérêts courus (518)	0,00	10	0,00	10	0,00	0,00
Caisse (53)	32 380	0,00	1 305 811	-1 304 811	33 381	0,00
REGIES ET ACCREDITIFS (54)	16 591	0,00	1 266 183	-1 268 208	14 565	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>3 861 583</b>	<b>4 189 115 776</b>	<b>85 695 736 934</b>	<b>-85 656 654 454</b>	<b>13 745 035</b>	<b>4 159 916 745</b>

## 5.2 Les dettes financières

DETTE FINANCIERE	2015	2014	Evolution de 2014 à 2015
Dépôts et cautionnements reçus 165	41 932	41 650	0,68%
Avances reçues d'un organisme de Sécurité Sociale 175	1 012 996	1 290 240	-21,49%
Banques , établissements financiers & assimilés 5	4 159 916 749	4 189 115 776	-0,70%
<b>TOTAL</b>	<b>4 160 971 678</b>	<b>4 190 447 666</b>	<b>-0,70%</b>

Le poste principal (banques, etc.) correspond au montant des virements, émis au 31/12/2015 pour une compensation au 05/01/2016.

Afin de limiter les risques de non-traitement des fichiers par les banques du fait des jours fériés et des chaînes annuelles comptables des établissements financiers, la Cnaf a donné l'instruction d'anticiper l'émission des fichiers et de les transmettre aux partenaires financiers avant le 31/12/2015.

### 5.3 La variation de trésorerie

*Tableau des flux financiers*

LIBELLE	Montants
<b>Solde de trésorerie au 31/12/2014 (A)</b>	<b>-9 986 916 212</b>
Compte courant ACOSS au 31/12/2014	-5 801 662 019
Disponibilité au 31/12/2014	-4 185 254 193
<b>Variation trésorerie liée aux opérations d'exploitation (B)</b>	<b>-998 802 481</b>
Résultat de l'exercice 2015	-1 528 302 726
Dotations nettes aux provisions et amortissements	110 759 938
Quotes-parts de subventions virées au compte de résultat	-742 080
Moins-values / plus-values de cession d'actifs	1 113 795
Productions Immobilisées	-14 986 626
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>433 355 218</b>
* Fournisseurs, intermédiaires sociaux et prestataires débiteurs nets	-311 808 233
* Créances d'exploitation nettes	-410 858 079
* Actifs divers	330 653
* Cotisants et clients créditeurs	250 804 256
* Dettes d'exploitation	899 034 764
* Passif divers	5 851 856
<b>Variation trésorerie liée aux opérations d'investissements (C)</b>	<b>-91 413 881</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>-12 933 537</b>
* Acquisitions	-12 933 537
* Cessions	0
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>-90 098 412</b>
* Acquisitions	-94 284 425
* Cessions	4 186 013
<b>Immobilisations financières</b>	<b>10 656 704</b>
Variation dettes sur immobilisations	660 522
Variations créances sur immobilisations	300 841
<b>Variations trésorerie liées aux opérations de financement (D)</b>	<b>2 504 060 779</b>
Variation capitaux propres	2 504 337 741
Variation dettes financières	-276 962
<b>Variations de trésorerie au 31/12/2015 (E) = (B+C+D)</b>	<b>1 413 844 417</b>
<b>Solde de trésorerie au 31/12/2015 (A) + (E)</b>	<b>-8 573 071 795</b>
Compte courant ACOSS au 31/12/2015	-4 426 900 081
Disponibilité au 31/12/2015	-4 146 171 714
<b>MONTANT TABLEAU</b>	<b>0</b>

Au 31/12/2015, l'encours de la Cnaf auprès de l'Acoss s'élève à - 4 427M€ (contre - 5 802 M€ au 31/12/2014).

La trésorerie négative de - 4 146M€ correspond principalement aux fichiers de paiements transmis aux banques avant le 31/12/2015, dont le montant est intégralement couvert par des tirages Acoss.



## 6 – Les capitaux propres

Les capitaux propres se composent de réserves (645,1 M€), de dotations et apports (8,6 M€), de subventions d'investissement (13,6 M€) d'un report à nouveau qui enregistre les soldes des exercices antérieurs et les prises en charges de déficits par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), et le résultat de l'exercice 2015.

Capitaux propres	Solde d'ouverture	Affectation des résultats	Résultat de l'exercice	Mouvements sur les apports et subventions	Changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	Transferts	CADES Affectation déficit 2012	Solde de clôture
Apports 102	8 683 219			-115 824				8 567 395
Réserves 106	651 280 772	-6 755 175				621 594		645 147 191
Report à nouveau 11	-2 881 641 257	-2 680 411 324			-114 833 043	-650 446	2 503 167 395	-3 174 368 675
Résultat de l'exercice 12	-2 687 166 499	2 687 166 499	-1 528 302 726					-1 528 302 726
Subventions 13	13 145 844			544 090				13 689 934
<b>Total</b>	<b>-4 895 697 922</b>	<b>0</b>	<b>-1 528 302 726</b>	<b>428 266</b>	<b>-114 833 043</b>	<b>-28 853</b>	<b>2 503 167 395</b>	<b>-4 035 266 881</b>

Les capitaux propres passent de - 4 895,6 M€ en 2014 à - 4 035,3 M€ en 2015. Cette évolution résulte principalement :

- du déficit de l'année 2015 (- 1 528,3 M€),
- de la reprise du déficit par la Cades (+2 503,2 M€),
- des changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs (-114,8 M€).

La branche Famille a bénéficié à partir de 1996 de reprises d'une partie de ses déficits par la Cades, détaillées ci-après :

- année 1996, pour 8 589 M€,
- année 1998, pour 2 996 M€,
- année 2011, pour 7 429 M€,
- années 2012 à 2014, ajustement pour – 321 M€,
- année 2015, suite au décret 2015-170 du 13/02/2015, reprise du déficit 2012 pour un montant de 2 503 M€.

Le montant cumulé à fin 2015 de la couverture des déficits de la branche Famille par la Cades s'élève à 21 196 M€.

Le détail de la formation du report à nouveau figure dans le tableau ci-après :

<b>Changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs</b>	<b>-114 833 043</b>	
<b>Changements de méthodes comptables (cf note 2.5.1)</b>		<b>-111 321 192</b>
<i>Provision pour dépréciation de créances d'indus de prestations</i>		<i>-111 321 192</i>
<b>Corrections d'erreurs (cf note 2.5.3)</b>		<b>48 337 243</b>
<i>Comptabilisation de la part annuelle des subventions d'action sociale décidées et non versées</i>		<i>-22 409 808</i>
<i>Correction surévaluations des produits au titre de l'Aah adressé à la caf de la Réunion pour Mayotte</i>		<i>-4 377 276</i>
<i>Ajustement de la provision pour rappels après ajustements des charges à payer CmgPaje</i>		<i>-80 135 704</i>
<i>La provision pour rappels au titre de l'APL</i>		<i>138 551 056</i>
<i>La provision pour dépréciation des créances douteuses au titre de l'APL</i>		<i>16 708 975</i>
<b>Changements de méthode comptables et correction d'erreur relatifs à des données notifiées à la branche Famille (cf note 2.5.4)</b>		<b>-51 849 093</b>
<i>Changement de méthode : Produits à recevoir</i>		<i>247 835 560</i>
<i>Changement de méthode : Acomptes sur cotisations non liquidées (crédits non répartis)</i>		<i>-159 200 180</i>
<i>Correction d'erreur et changement de méthode : Provisions pour risques et charges (provision pour réduction de produits)</i>		<i>-145 748 407</i>
<i>Correction d'erreur : Dépréciation des créances</i>		<i>5 363 934</i>
<i>Correction d'erreur : Complément provision pour litiges 2014 (arrêt de Ruyter)</i>		<i>-100 000</i>

<b>Transferts entre capitaux propres</b>	<b>Réserves</b>	<b>RAN</b>
<b>Transferts entre gestion</b>	<b>650 446</b>	<b>-650 446</b>
<i>Compte 10682 (Dsi Certi)</i>	<i>-324 792</i>	
<i>Compte 10682 (Dsi Cnaf)</i>	<i>324 792</i>	
<i>Compte 10682</i>	<i>650 446</i>	
<i>Compte 110</i>		<i>-739 947</i>
<i>Compte 110</i>		<i>70 075</i>
<i>Compte 119</i>		<i>19 426</i>
<b>Autres transferts hors capitaux propres</b>	<b>-28 853</b>	<b>0</b>
<i>compte 10682</i>	<i>-28 853</i>	
<i>compte 175111</i>		
<b>Total</b>	<b>621 593</b>	<b>-650 446</b>

<b>Opérations provenant de la CADES</b>	<b>2 503 167 395</b>	
Affectation déficit 2012		2 503 167 395

### 7.1 Effectif de la branche Famille en 2015

Les données des effectifs sont ici présentées en EtpMa (Etp moyens annuels), c'est-à-dire proratisés en fonction du temps de présence dans l'année (prise en compte des entrées ou sortie de personnel en cours d'année) et de la quotité de travail (retraitement si agents à temps partiel) conformément à la définition retenue pour les états limitatifs Cdi prévus dans la Cog

La Cog prévoit la restitution de 1000 Etp en Cdi dont 739 en Gestion Administrative. Les forts besoins en production sur les exercices 2015 (modulation des Allocations Familiales, Gipa, etc.) et 2016 (Prime d'activité) ont conduit à une modification du rythme des restitutions de postes initialement prévu. Ainsi, un renfort de + 422 EtpMa a été attribué pour les exercices 2016 et 2017, et l'objectif de - 739 Etp en Gestion Administrative est désormais à réaliser au 31 décembre 2017 et non en EtpMa 2017. Le taux de saturation des EtpMa Cdi de la Branche par rapport à la cible Cog s'élève à 98,3% en 2015.

### 7.2 Une stabilité des emplois Cdi

*Les données présentées ci-après pour l'analyse des effectifs par contrat / catégorie / emplois comptabilisent des effectifs personnes physiques au 31/12/2015*

Le nombre d'emplois Cdi sous convention collective Ucanss est en légère diminution sur 2015 (-0,33 %). Au sein de cette catégorie de personnel, le taux d'encadrement est en augmentation sensible, tant au niveau du nombre d'Agents de direction que de Cadres. L'accès au statut de cadre pour l'ensemble des managers de proximité (supervision des plateaux de production notamment) est une priorité de la politique de ressources humaines de la Branche, rappelée dans la lettre-réseau sur les orientations pour la politique de rémunération et de recrutement de la Branche en 2015. Enfin, la forte diminution du Personnel social, éducatif et médical (Psem) s'explique par la politique de désengagement des sites d'Action sociale en gestion directe.

Agents Cdi – Convention Collective	2014	2015	Evolution (nb)	Evolution (%)
Agent direction	518	531	13	2,51%
Cadres (Catégorie Employés et cadres)	5 566	5 650	84	1,51%
Employés (Catégorie Employés et cadres)	25 744	25 601	-143	-0,56%
Informaticiens	1 121	1 105	-16	-1,43%
Il Ingénieurs conseil	4	3	-1	-25,00%
Psem (personnel social, éducatif, médical)	693	645	-48	-6,93%
<b>Total</b>	<b>33 646</b>	<b>33 535</b>	<b>-111</b>	<b>-0,33%</b>

La diminution du nombre d'agents en Cdi sous convention collective Ucanss est atténuée par une augmentation du nombre d'agents en contrats aidés (contrats de professionnalisation et Emplois d'Avenir) qui passent de 125 à 249 agents entre le 31/12/2014 et le 31/12/2015, soit +124 agents, quasi-exclusivement sur des postes d'employés affectés à des fonctions de production.

### 7.3 Un recours plus poussé aux contrats à durée déterminée et aux emplois aidés

Compte tenu de l'augmentation des charges de production sur la période (hausse du nombre d'allocataires, nouvelles prestations), la Branche Famille a recruté un nombre important de contrats à durée déterminée courant 2015, et surtout, dans le courant du 2<sup>nd</sup> semestre 2015,



afin de préparer la mise en œuvre de la Prime d'Activité en recrutant des agents de façon anticipée pour disposer de ressources productives et formées au 1<sup>er</sup> semestre 2016. La titularisation des agents en Cdd devient la méthode de recrutement privilégiée sur les catégories Employés. Aussi la Direction du réseau a mis en œuvre des dispositifs d'aide aux Caf en difficulté d'écoulement du stock, notamment par le financement national de Cdd.

#### Focus sur les Emplois d'Avenir

*La Branche Famille a contractualisé avec l'Etat un programme d'embauche de 500 agents en Emplois d'Avenir, initialement prévu pour les trois premières années de la Cog, mais désormais maintenu jusqu'à la fin 2017. La gestion de ces collaborateurs est prise en charge au niveau national, par la constitution d'Ateliers Emplois d'Avenir spécialisés. Le niveau de recours aux Emplois d'Avenir est bien plus élevé que l'objectif Cog, car les Caf peuvent également avoir recours à ces contrats sur la base de leur politique de ressources humaines départementale.*

Agents Cdd	2014	2015	Evolution (nb)	Evolution (%)
Accroissement d'activité	1009	1292	283	28,05%
Remplacement agent	698	769	71	10,17%
Contrats aidés (Emplois d'avenir, etc)	823	949	126	15,31%
Contrats de professionnalisation	266	328	62	23,31%
Autres	32	22	-10	-31,25%
<b>Total</b>	<b>2828</b>	<b>3360</b>	<b>532</b>	<b>18,81%</b>

#### 7.4 Une progression des effectifs affectée aux fonctions de production

La politique de recrutement de la Branche Famille vise à favoriser les embauches sur les postes de production. Ainsi le nombre d'agents en Cdi dans la famille d'emplois « Gestion des situations clients » est en augmentation de +1.20 %, à comparer à la diminution de -0,33 % des effectifs de la catégorie toutes catégories d'emplois confondus.

Agents CDI Convention Collective	2014	2015	Evolution (nb)	Evolution (%)
Gestion des situations clients	13 597	13 760	163	1,20%
Management et pilotage	4 553	4 557	4	0,09%
Intervention et développement social	4 280	4 220	-60	-1,40%
Information et communication	3 091	2 928	-163	-5,27%
Optimisation des processus	1 535	1 500	-35	-2,28%
Gestion des systèmes d'information	1 345	1 347	2	0,15%
Analyse et conseil juridique	1 345	1 335	-10	-0,74%
Gestion comptable et financière	965	948	-17	-1,76%
Contrôle et maîtrise des risques externes	821	831	10	1,22%
Gestion et développement des ressources humaines	717	736	19	2,65%
Gestion des moyens matériels	687	681	-6	-0,87%
Assistance logistique	421	388	-33	-7,84%
Observation socio-économique	191	199	8	4,19%
Offre de soins et prise en charge du handicap	57	61	4	7,02%
Promotion de l'offre de service	41	44	3	7,32%
<b>Total</b>	<b>33 646</b>	<b>33 535</b>	<b>-111</b>	<b>-0,33%</b>



# **PRESENTATION DES COMPTES DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC**



La caisse nationale des Allocations familiales (Cnaf) est un établissement public national créé par ordonnance du 21 août 1967.

En matière financière et comptable (art L 223-1 et R 252-29 du code de la sécurité sociale), elle a pour rôles principaux :

- ✓ d'assurer le financement de l'ensemble des régimes de prestations familiales.
- ✓ de centraliser l'ensemble des opérations y compris les opérations pour compte de tiers, des caisses d'allocations familiales et d'en assurer soit le transfert vers les organismes du régime général soit le règlement vers tous les organismes désignés,
- ✓ de centraliser la comptabilité de l'ensemble des prestations versées et cotisations reçues des régimes spéciaux de sécurité sociale.

Ses états financiers retracent toutes ces opérations ainsi que celles résultant de son propre fonctionnement (gestion administrative de l'établissement public).

### 1.1 Les opérations de financement sur fonds nationaux

---

Le code de la sécurité sociale confie à la Cnaf la gestion de trois fonds nationaux :

- le Fonds National des Prestations Familiales (Fnpf), qui assure le financement de l'ensemble des régimes de prestations familiales : régime général et régimes particuliers cités dans l'annexe aux comptes combinés de la branche Famille,
- le Fonds National d'Action Sociale (Fnas), prélevé sur les produits du Fnpf, qui finance les interventions d'action sociale familiale des organismes de base de la branche Famille et de l'établissement public lui-même,
- le Fonds National de Gestion Administrative (Fnga), également prélevé sur les produits du Fnpf, qui finance pour sa part l'investissement et les charges de fonctionnement et des organismes de base de la branche Famille et de l'établissement public.

A partir de ces fonds nationaux, la Cnaf dote pour équilibrer les comptes des organismes de base du régime général. Par ce mécanisme, le résultat annuel dégagé par les états financiers de la Cnaf est structurellement voisin du résultat des comptes combinés de la branche Famille.

### 1.2 Les opérations financières pour la branche Famille avec les partenaires (Etat, autres organismes, équilibre des régimes spéciaux)

---

Les opérations concernées (dépenses et recouvrements) et la nature des contreparties (autres organismes de sécurité sociale et entités publiques) sont décrites dans les différentes notes du présent document (notamment note n°2) ainsi que dans l'annexe aux comptes combinés de la branche Famille.

### 1.3 Les charges administratives et d'intervention propres de l'établissement public

---

Les comptes de la Cnaf intègrent ses propres charges de fonctionnement, d'investissement et d'actions sociales exécutées en vertu des budgets adoptés par son conseil d'administration, et les dépenses de gestion administrative et d'action sociale de la CcMsa.



### 2.1 Les charges de gestion courante

Les charges de gestion courante de la Cnaf représentent 2 261 M€ et sont constituées comme suit :

Charges de gestion courante	2015	2014	2014 Proforma	2015/2014 Proforma
Achats EPN *	416 175	401 452	401 452	3,67%
Achats GADSI	1 692 132	0	1 843 785	-8,23%
Achats GAMSA	0	3 208 562	0	
<b>Total Achats</b>	<b>2 108 307</b>	<b>3 610 013</b>	<b>2 245 237</b>	<b>-6,10%</b>
Services extérieurs EPN *	29 466 382	18 071 210	18 071 210	63,06%
Services extérieurs GADSI	22 251 274	0	22 034 568	0,98%
Services extérieurs GAMSA	0	8 672 080	0	
<b>TOTAL Services extérieurs</b>	<b>51 717 656</b>	<b>26 743 290</b>	<b>40 105 778</b>	<b>28,95%</b>
Autres services extérieurs EPN *	18 870 656	17 325 969	17 325 969	8,92%
Autres services extérieurs GADSI	21 257 484	0	21 050 457	0,98%
Autres services extérieurs GAMSA	0	21 307 474	0	
<b>Total Autres services extérieurs</b>	<b>40 128 140</b>	<b>38 633 443</b>	<b>38 376 426</b>	<b>4,56%</b>
Impôts, taxes et versements assimilés EPN *	4 166 071	4 099 912	4 099 912	1,61%
Impôts, taxes et versements assimilés GADSI	6 006 669	0	7 162 010	-16,13%
Impôts, taxes et versements assimilés GAMSA	0	15 010 203	0	
<b>Total Impôts, taxes et versements assimilés</b>	<b>10 172 740</b>	<b>19 110 115</b>	<b>11 261 922</b>	<b>-9,67%</b>
Charges de personnel EPN *	34 532 968	31 964 238	31 964 238	8,04%
Charges de personnel GADSI	59 848 604	0	61 267 182	-2,32%
Charges de personnel GAMSA	0	147 396 781	0	
<b>Total Charges de personnel</b>	<b>94 381 572</b>	<b>179 361 019</b>	<b>93 231 420</b>	<b>1,23%</b>
Dotations aux amortissements et aux provisions EPN *	8 256 669	8 745 452	8 846 744	-6,67%
Dotations aux amortissements et aux provisions GADSI	16 963 916	0	16 368 129	3,64%
Dotations aux amortissements et aux provisions GAMSA	0	7 925 265	0	
<b>Total Dotations aux amortissements et aux provisions</b>	<b>25 220 585</b>	<b>16 670 716</b>	<b>25 214 873</b>	<b>0,02%</b>
Autres charges de gestion courante EPN *	1 813 737 768	1 961 987 015	1 811 349 084	0,13%
Autres charges de gestion courante GADSI	21 289 000	0	22 836 369	-6,78%
Autres charges de gestion courante GAMSA	202 067 526	5 605 641	211 354 722	-4,39%
<b>Total Autres charges de gestion courante</b>	<b>2 037 094 294</b>	<b>1 967 592 657</b>	<b>2 045 540 175</b>	<b>-0,41%</b>
<b>Total EPN *</b>	<b>1 909 446 688</b>	<b>2 042 595 248</b>	<b>1 892 058 609</b>	<b>0,92%</b>
<b>Total GADSI</b>	<b>149 309 079</b>	<b>0</b>	<b>152 562 499</b>	<b>-2,13%</b>
<b>Total GAMSA</b>	<b>202 067 526</b>	<b>209 126 006</b>	<b>211 354 722</b>	<b>-4,39%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 260 823 293</b>	<b>2 251 721 254</b>	<b>2 255 975 829</b>	<b>0,21%</b>

\* Hors GADSI et GAMSA

Suite à la transformation de la Direction du système d'information, les données comptables des centres informatiques sont intégrées aux comptes de la Cnaf à compter du 1er janvier 2015. Afin de comparer les évolutions de l'Epn, le tableau ci-dessus présente une colonne 2014 proforma, intégrant les charges de gestion administrative de la Dsi (Gadsi) ainsi que le reclassement des charges de gestion administratives de la Msa (Gamsa) sur la ligne "Diverses charges de gestion courante (651 à 655)". Les commentaires apportés ci-dessous concernent les évolutions entre le proforma 2014 et 2015.

### 2.1.1 Les diverses charges de gestion courante

Le poste « Autres charges de gestion courante » (2 037 M€) comprend l'intégralité des dépenses afférentes à la gestion administrative de la MSA (202 M€) qui se détaillent comme suit :

Résultat GAMSA	2015	2014	2015/2014
Achats	2 944 866	3 208 562	-8,22%
Services extérieurs	7 971 984	8 672 080	-8,07%
Autres services extérieurs	19 904 753	21 307 474	-6,58%
Impôts, taxes et versements assimilés	15 010 065	15 010 203	0,00%
Charges de personnel	142 642 015	147 396 781	-3,23%
Dotations aux amortissements et aux provisions	7 800 811	7 925 265	-1,57%
Autres charges de gestion courante	4 854 086	5 605 641	-13,41%
Charges financières	17 460	31 359	-44,32%
Charges exceptionnelles	760 836	2 016 261	-62,26%
Impôts sur les bénéfices	160 650	181 096	-11,29%
<b>Total GAMSA</b>	<b>202 067 526</b>	<b>211 354 722</b>	<b>-4,39%</b>

Outre la gestion administrative de la Msa, les « Autres charges de gestion courante » (1 835,0 M€) sont constituées principalement :

- des dotations versées aux Caf par la Cnaf pour couvrir leurs propres dépenses de gestion courante (1 618,5 M€ en 2015 contre 1 589,4 M€ en 2014),
- de diverses autres contributions en faveur notamment de l'Acoss (176,1 M€ en 2015 contre 207,4 M€ en 2014) et de l'Ucanss (7,1 M€ en 2015 contre 6,9 M€ en 2014),
- de redevances sur concessions de brevets pour 19,5 M€ en 2015 contre 20,2 M€ en 2014.
- 

Le prélèvement sur le fonds national de gestion administrative (Fnga) pour couvrir les charges de fonctionnement et d'investissement de l'Etablissement public (240 M€) et la contribution du Fonds national d'action sociale (Fnas) pour couvrir les dépenses d'action sociale de l'établissement public (5,8 M€) sont neutralisés dans les comptes annuels de l'établissement public national.

### 2.1.2 Les achats

Les « Achats » de la Cnaf sont relativement stables par rapport à 2014. Les dépenses de la Dsi, qui s'élèvent à 1,7 M€ en 2015 (1,8 M€ en 2014), concernent pour l'essentiel les postes électricité pour près de 1,0 M€ et les achats de fournitures informatiques pour 0,3 M€.

### **2.1.3 Les services extérieurs**

---

Les charges comptabilisées à ce titre enregistrent une augmentation de 11,6 M€ (+ 29,0 %) résultant principalement du poste « Maintenance autres immobilisations » qui progressent de +13,1 M€ en 2015 pour s'établir à 42,0 M€.

Cette croissance est directement liée au fort investissement de la Cnaf concernant la maintenance et l'évolution des composants, des sous-applications et des applications de son Système d'information (SI), dont les éléments principaux sont :

- l'évolution de son SI des Prestations Familiales, du processus de production et du contentieux (+7,5 M€),
- l'évolution de la Gestion de la relation allocataire et des échanges partenaires et internet (+2,1 M€),
- le développement de la boîte à outils Progress (+2,0 M€),
- le développement des applications Web et leurs hébergements (+0,7 M€).

### **2.1.4 Les autres services extérieurs**

---

Les dépenses imputées au poste « Autres services extérieurs » augmentent également par rapport à 2014 : + 4,6 %. Cette augmentation de + 1,9 M€ est due à l'évolution contrastée des dépenses suivantes :

- le poste « autres services rendus par des tiers » augmente de + 3,4 M€ et concerne le marché relatif à la fourniture d'une solution intégrée pour remplacer l'architecture informatique Bull/Ibm par une architecture à base de systèmes ouverts Linux et Unix,
- cette augmentation est partiellement compensée par une diminution de – 1,8 M€ liée au poste « Téléphonie & Télécom » ; en effet le Marché concernant la fourniture, le déploiement et la gestion opérationnelle d'une solution globale de centre d'appels, de téléphonie et de travail collaboratif pour les sites de la branche famille avait pris sa pleine mesure en 2014 pour un coût de 1,9 M€, réduit à 0,1 M€ en 2015.

### **2.1.5 Les impôts, taxes et versements assimilés**

---

Le poste « Impôts, taxes et versements assimilés » est en retrait de 1,1 M€ et ressort à 10,2 M€ en 2015. Cette évolution provient de l'économie réalisée sur les taxes sur les salaires afférentes à la Dsi, qui passent de 4,7 M€ à 3,8 M€.

### **2.1.6 Les dotations aux amortissements et provisions**

---

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées au titre de deux éléments :

- Les immobilisations incorporelles,
- Les immobilisations corporelles,

Elles atteignent 23 M€ en 2015 (21,6 M€ en 2014).

## 2.2 Les charges de personnel de la Cnaf

Charges de personnel	2015	2014 Proforma	2015/2014 Proforma
<b>Rémunérations du personnel de statut de droit privé</b>	<b>64 168 373</b>	<b>62 417 322</b>	<b>2,81%</b>
Salaires, appointements	53 479 399	52 726 070	1,43%
Congés payés	6 832 202	6 177 217	10,60%
Primes et gratifications diverses	639 319	735 657	-13,10%
Indemnités et avantages divers	2 946 789	2 573 535	14,50%
Indemnités de préavis, de licenciement et avantages divers	270 664	204 843	32,13%
<b>Rémunérations du personnel de statut de droit public</b>	<b>750 071</b>	<b>894 319</b>	<b>-16,13%</b>
<b>Sous-total salaires et traitements</b>	<b>64 918 444</b>	<b>63 311 641</b>	<b>2,54%</b>
Charges de Sécurité sociale et prévoyance	26 221 047	26 680 629	-1,72%
Autres charges sociales	3 166 371	3 200 588	-1,07%
Autres charges de personnel	75 710	38 563	96,33%
<b>Sous-total charges sociales et assimilées</b>	<b>29 463 128</b>	<b>29 919 779</b>	<b>-1,53%</b>
<b>TOTAL</b>	<b>94 381 572</b>	<b>93 231 420</b>	<b>1,23%</b>

Les charges de personnel varient de 93,2M€ à 94,4M (+ 1,2 %) de 2014 à 2015.

## 2.3 Les charges à payer de gestion administrative

Charges à payer - gestion administrative	Exercice 2015	Structure 2015	Exercice 2014	Evolution 2015/2014
Fournisseurs : achats de biens & prest. service - Fact. non parvenues (40811)	25 132 561	49,04%	11 267 152	123,06%
Fournisseurs d'immobilisations - Fact. non parvenues (4084)	1 944 419	3,79%	120 264	1516,80%
Dettes provisionnées pour congés à payer (4282)	7 310 627	14,27%	2 476 294	195,22%
RTT - Personnel: charges à payer (42863)	696 507	1,36%	224 987	209,58%
Compte épargne temps - Personnel : charges à payer (42866)	3 070 119	5,99%	1 270 182	141,71%
Autres charges à payer - Personnel (42868)	90 874	0,18%	70 663	28,60%
Charges sociales sur congés à payer (4382)	3 186 759	6,22%	1 070 248	197,76%
RTT - Charges à payer - SS et autres organismes sociaux (43863)	302 454	0,59%	97 366	210,64%
Compte épargne temps - CAP - S.S. et autres organismes sociaux (43866)	1 336 341	2,61%	543 484	145,88%
Autres charges à payer - S.S. et autres organismes sociaux (43868)	901 281	1,76%	346 632	160,01%
Charges fiscales sur congés à payer (4482)	957 283	1,87%	371 292	157,83%
RTT - Charges à payer - Entités publiques (44863)	91 602	0,18%	33 084	176,88%
Compte épargne temps - CAP - Entités publiques (44866)	435 059	0,85%	196 041	121,92%
Autres charges à payer - Entités publiques (44868)	2 202 914	4,30%	3 153 349	-30,14%
Charges à payer - Divers (4686)	3 587 192	7,00%	4 569 681	-21,50%
<b>TOTAL</b>	<b>51 245 992</b>	<b>100,00%</b>	<b>25 810 718</b>	<b>98,5%</b>



Le poste « Fournisseurs : achats de biens & prest. service - Fact. non parvenues » est en progression de 13,9 M€ et ressort à 25,1 M€ en 2015. Cette évolution provient principalement :

- de l'intégration de la dsi (+4 ,8 M€),
- de la hausse des factures non parvenues imputables aux frais de maintenance (+5,5 M€ pour s'établir à 10,3 M€) en lien avec la hausse des charges de maintenance (cf 7.1.3).

L'évolution des charges à payer sociales et fiscales (+10,5 M€) est principalement liée à l'intégration des personnels de la Dsi au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

Congés non pris (y compris charges sociales et taxes sur rémunérations) :	2015	Evolution 2015/2014	2014
EPN	4 292 971	9,58%	3 917 833
DSI	7 161 697	N.S.	0
TOTAL	11 454 668	192,37%	3 917 833

Les charges à payer pour Congés non pris sont calculées par gestion en fonction des droits et rémunérations de chaque salarié.

ARTT (y compris charges sociales et taxes sur rémunérations):	2015	Evolution 2015/2014	2014
EPN	404 729	13,87%	355 438
DSI	685 835	N.S.	0
TOTAL	1 090 564	206,82%	355 438
Compte Epargne Temps (y compris charges sociales et taxes sur rémunérations) :	2015	Evolution 2015/2014	2014
EPN	4 841 520	140,91%	2 009 707
DSI	0	N.S.	0
TOTAL	4 841 520	140,91%	2 009 707

## 2.4 Les provisions de gestion administrative

Des reclassements, améliorant l'intégration des données comptables de la Msa dans les comptes de la Cnaf, font apparaître en 2015, au titre de la Ccma un montant :

- de « provisions pour litige » de 13,5 M€,
- d' « autres provisions pour risques et charges » de 0,1 M€.

Ces montants étaient comptabilisés en 2014 dans la rubrique « créances entre organismes de sécurité sociale ».

Les provisions pour litige

GESTIONS	Compte Provision au 31.12.2014	Variation de périmètre	AUGMENTATION	REPRISE	Provision au 31.12.2015
EPN	381 000	0	61 000	0	442 000
MSA	0	0	13 514 128*	0	13 514 128
DSI	0	10 133	12 695	10 000	12 828
TOTAL	381 000	10 133	13 587 823	10 000	13 68 956

\* dont 5 713 317 € de reclassement du compte 491512 au compte 1511

Autres provisions pour risques et charges

GESTIONS	Compte Provision au 31.12.2014	AUGMENTATION	REPRISE	Provision au 31.12.2015
EPN	688 440	0	0	688 440
MSA	0	976 194*	896 018	80 176
TOTAL	688 440	1 939 539	1 859 363	768 616

\* dont 946 841 € de reclassement du compte 491512 au compte 1511

### Les provisions pour remises en état

GESTIONS	Compte Provision au 31.12.2014	AUGMENTATION	REPRISE	Provision au 31.12.2015
EPN	2 207 917	0	303 438	1 904 479

### Les provisions pour intéressement

GESTIONS	Compte Provision au 31.12.2014	Variation de périmètre	AUGMENTATION	REPRISE	Provision au 31.12.2015
EPN	400 000		488 000	400 000	488 000
DSI	0	979 154	889 000	979 154	889 000
TOTAL	400 000	979 154	1 377 000	1 379 154	1 377 000

### Les provisions pour médaille du travail

GESTIONS	Compte Provision au 31.12.2014	Variation de périmètre	AUGMENTATION	REPRISE	Provision au 31.12.2015
EPN	117 159		2 644	0	119 803
DSI	0	325 132	5 132	0	330 263
TOTAL	117 159	325 132	7 776	0	450 066

### Les provisions pour part variable et prime de résultat

GESTIONS	Compte Provision au 31.12.2014	Variation de périmètre	AUGMENTATION	REPRISE	Provision au 31.12.2015
EPN	426 000		470 000	426 000	470 000
DSI	0	250 994	245 000	250 994	245 000
TOTAL	426 000	250 994	715 000	676 994	715 000

## 2.5 Les produits de gestion courante

Produits de gestion courante	2015	2014	2014 Proforma	Evolution 2015/2014 Proforma
Ventes et prestations de service de l'EPN *	435 407	491 738	491 738	-11,5%
Ventes et prestations de service de la GADSI	44 508	0	101 453	-56,1%
Ventes et prestations de service de la GAMSAS	0	16 994 376		
<b>Total Ventes et Prest.Sces</b>	<b>479 915</b>	<b>17 486 113</b>	<b>593 191</b>	<b>-19,1%</b>
Production stockée et immobilisée de l'EPN *	0	3 734 445	3 734 445	-100,0%
Production stockée et immobilisée de la GADSI	14 883 228	0	0	
Production stockée et immobilisée de la GAMSAS	0	0	0	
<b>Total Production stockée et immobilisée</b>	<b>14 883 228</b>	<b>3 734 445</b>	<b>3 734 445</b>	<b>298,5%</b>
Subvention d'exploitation de l'EPN *	0	0	0	
Subvention d'exploitation de la GADSI	500	0	2 600	-80,8%
Subvention d'exploitation de la GAMSAS	0	77 012		
<b>Total Subvention d'exploitation</b>	<b>500</b>	<b>77 012</b>	<b>2 600</b>	<b>-80,8%</b>
Divers produits de gestion courante de l'EPN *	308 775 609	300 541 310	300 541 310	2,7%
Divers produits de gestion courante de la GADSI	295 900	0	222 163	33,2%
Divers produits de gestion courante de la GAMSAS	202 067 526	45 461	211 354 722	-4,4%
<b>Total Divers produits de gestion courante</b>	<b>511 139 035</b>	<b>300 586 770</b>	<b>512 118 195</b>	<b>-0,2%</b>
Reprises sur amortissements et provisions de l'EPN *	1 129 438	1 204 021	1 204 021	-6,2%
Reprises sur amortissements et provisions de la GADSI	1 240 148	0	1 462 334	-15,2%
Reprises sur amortissements et provisions de la GAMSAS	0	1 200 561	0	
<b>Total Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>2 369 586</b>	<b>2 404 581</b>	<b>2 666 355</b>	<b>-11,1%</b>
Transferts de charge de l'EPN *	7 236	0	0	
Transferts de charge de la GADSI	18 053	0	0	
Transferts de charge de la GAMSAS	0	255 223	0	
<b>Total Transferts de charge</b>	<b>25 289</b>	<b>255 223</b>	<b>0</b>	
Total EPN *	310 347 690	305 971 513	305 971 514	1,4%
Total GADSI	16 482 337	0	1 788 550	821,5%
Total GAMSAS	202 067 526	18 572 632	211 354 722	-4,4%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>528 897 553</b>	<b>324 544 145</b>	<b>519 114 785</b>	<b>1,9%</b>

Le poste « Produits de gestion courante » (528,9 M€) comprend :

- l'intégralité des recettes afférentes à la gestion administrative de la Msa (202,1 M€),
- les produits propres de gestion administrative (326,8 M€), principalement constitués des Divers produits de gestion courante de l'Epn (308,8 M€), qui intègrent le remboursement des frais de gestion des prestations logement (263,6 M€) et du Rsa (38,5 M€), et les productions de logiciels immobilisées de la Dsi (14,9 M€).



### 3 – La formation du résultat de la Cnaf

Toutes gestions confondues	Exercice 2015	Exercice 2014	Evolution 2015/2014	Exercice 2014 Proforma	Evolution 2015/2014 Proforma
Charges	55 026 375 599	59 772 705 403	-7,94%	59 925 309 356	-8,18%
Produits	53 440 236 315	57 073 184 732	-6,37%	57 225 788 686	-6,62%
Résultat	-1 586 139 283	-2 699 520 670	41,24%	-2 699 520 670	-41,24%

#### 3.1 Le résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation de la Cnaf correspond au résultat des gestions techniques et courantes.

Toutes gestions confondues	Exercice 2015	Exercice 2014	Evolution 2015/2014	Exercice 2014 Proforma	Evolution 2015/2014 Proforma
Charges d'exploitation	55 029 307 008	59 762 257 266	-7,92%	59 917 149 773	-8,16%
Produits d'exploitation	53 427 246 975	57 054 442 735	-6,36%	57 210 286 068	-6,61%
Résultat d'exploitation	-1 602 060 033	-2 707 814 531	40,84%	-2 706 863 705	-40,81%

Le déficit d'exploitation se réduit de 1 105, 7M€ entre l'exercice 2015 et 2014 (et de près de 1 104,8 M€ à périmètre constant, c'est à dire par rapport à l'exercice 2014 proforma). Cette évolution résulte des éléments suivants :

##### *Une diminution importante des charges (-4 733 M€)*

- Les **diverses charges techniques** passent de 4 691 M€ en 2014 à 59 M€ en 2015 et diminuent de - 4 632 M€. Il s'agit presque exclusivement des prestations versées au titre de l'Apl, dont le poste varie de - 4 626M€ par rapport à 2014 suite au transfert en 2015 au budget de l'Etat de la totalité des dépenses d'Apl.
- Les **charges de prestations légales** baissent de près de 10 %, soit - 121 M€. Cette diminution provient principalement de la prise en compte, jusqu'en 2014, des régimes spéciaux Sncf et Ratp (104 M€). A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, les prestations versées aux allocataires, au titre de ces deux régimes, sont intégrées au circuit de gestion de droit commun du régime général (cf note 3.1).

##### *Une diminution des produits (-3 627 M€)*

- Le rendement des **cotisations sociales** diminue de 7,6 %, soit -2 690 M€. Leur part dans le financement de la branche Famille reste stable à 62,5 % en 2015 (contre 63,0 % en 2014). Cette évolution est le résultat de la mise en place du pacte de responsabilité qui a prévu une baisse du taux des cotisations d'allocations familiales de 1,8 points pour les rémunérations comprises entre 1 et 1,6 Smic, un allègement des cotisations familles des travailleurs indépendants, et à l'inverse une modification de la clé de répartition des allègements généraux.

- Le rendement des **Impôts et taxes affectés** (Itaf) chute quant à lui de 1 378 M€, le financement de la branche à ce titre diminuant de 3 605 M€ en 2014 à 2 380 M€ en 2015, principalement du fait de la baisse de la taxe sur les salaires (-1 235 M€ en 2015, soit - 34,3 %).

### 3.2 Le résultat financier

Toutes gestions confondues	Exercice 2015	Exercice 2014	Evolution 2015/2014	Exercice 2014 Proforma	Evolution 2015/2014 Proforma
Charges financières	-2 967 900	8 124 611	Non applicable	8 093 252	Non applicable
Produits financiers	74 094	1 191 307	-93,78%	470 179	-84,24%
Résultat financier	3 041 994	-6 933 304	143,88%	-7 623 073	-139,91%

Les charges financières de – 3,0 M€ résultent principalement des intérêts débiteurs négatifs reçus de l’Acoss pour 3,05 M€.

Parallèlement, les produits financiers enregistrent une diminution par rapport à 2014 de 1,1M€ liée au reclassement des produits de gestion administrative de la MSA pour 0,8 M€ (cf note 7) et une baisse de - 0,4 M€ par rapport au proforma 2014, principalement due aux revenus sur le compte courant émanant de l’Acoss, dont la variation est de - 0,33 M€ en 2015 (0,35 M€ en 2014 contre 0,02 M€ en 2015).

Ainsi le résultat financier augmente fortement pour s’établir à 3 M€ (+144 %).

### 3.3 Le résultat exceptionnel

Toutes gestions confondues	Exercice 2015
Charges exceptionnelles	36 492
Impôts sur les bénéfices (GAMSA)	0
Produits exceptionnels	12 915 246
Résultat exceptionnel	12 878 754

Les charges exceptionnelles sont peu significatives sur l’exercice 2015 (0,04 M€).

Les produits exceptionnels s’élèvent à 12,9 M€ en 2015 et sont principalement constitués de pénalités perçues au titre de certains marchés et de produits nés du recouvrement de créances réputées irrécouvrables (12,7 M€).

Le résultat exceptionnel est donc excédentaire de 12,9 M€.

#### 4 – Les effectifs de la Cnaf au 31/12/2015

Les données présentées ci-après pour l'analyse des effectifs par contrat / catégorie / emplois comptabilisent les effectifs présents au 31/12/2015 et au 31/12/2014.

CDI	2015	Dont Gds	2014	Evolution (nb)	Evolution (%)
Employés et cadres	453	115	325	128	39,38%
Informaticiens	722	692	29	693	2389,66%
Agent direction	67	10	46	21	45,65%
<b>Total général</b>	<b>1242</b>	<b>817</b>	<b>400</b>	<b>842</b>	<b>210,50%</b>

CDD	2015	Dont Gds	2014	Evolution (nb)	Evolution (%)
Remplacement agent	7	2	2	5	250,00%
Accroissement d'activité	7	3	4	3	75,00%
Contrat de professionnalisation	2	1	1	1	100,00%
<b>Total général</b>	<b>16</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>9</b>	<b>128,57%</b>

En 2015, l'effectif de la Cnaf a été multiplié par 3,1 (1242 en 2015 contre 400 en 2014), essentiellement du fait du transfert à la Cnaf des agents des centres informatiques. Les effectifs de l'ensemble des catégories professionnelles augmentent : les employés et cadres des services supports (+128, dont 115 de la Dsi), les informaticiens (+ 693, dont 692 de la Dsi) et les agents de direction (+21, dont 10 de la Dsi).

Le recours aux Cdd reste globalement marginal (1,3%), y compris sur les sites informatiques.